



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

2024

Activités principales, programmes
et événements marquants

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



ÉDITO

En 2024, le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a poursuivi son engagement indéfectible à faire de l'éducation une force de changement positif. Notre travail est ancré dans la conviction que l'éducation est essentielle pour renforcer la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, et pour garantir que tous les apprenants puissent exercer pleinement leurs droits en tant que citoyens actifs dans les sociétés démocratiques européennes.

Cette année, notre programme d'éducation s'est concentré sur des domaines clés qui sont essentiels pour relever les défis en constante évolution auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs, les communautés et les institutions démocratiques, en promouvant l'éducation à la citoyenneté démocratique et au développement durable, en abordant l'impact transformateur des technologies numériques et de l'intelligence artificielle (IA), ainsi qu'en préservant l'intégrité, la confiance et la responsabilité. Ces priorités visent à doter les apprenants et les éducateurs des compétences nécessaires pour façonner des sociétés inclusives et résilientes dans un monde qui devient à la fois de plus en plus interconnecté et de plus en plus polarisé.

Conformément à la stratégie du Conseil de l'Europe pour l'éducation à l'horizon 2030, intitulée « Priorité aux apprenants », nos activités s'appuient sur trois piliers centraux : 1) renouveler la mission démocratique et civique de l'éducation ; 2) renforcer sa responsabilité sociale et sa réactivité ; et 3) faire progresser l'éducation grâce à une transformation numérique fondée sur les droits humains.

Ces piliers offrent une approche globale visant à donner aux apprenants les moyens de s'engager de manière significative dans les processus démocratiques, de défendre les droits de l'homme et de contribuer à la cohésion sociale dans les espaces virtuels et non virtuels. Le cadre de référence des compétences pour la culture de la démocratie (CRCCD) du Conseil de l'Europe est resté une initiative centrale. Depuis son adoption par les ministres

européens de l'éducation en 2016, le CRCCD a été mis en oeuvre dans de nombreux États membres, avec des effets durables sur les politiques et les pratiques éducatives.

En octobre 2024, le lancement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté a constitué un événement clé ; l'Espace européen entend codifier les principes, renforcer l'assurance qualité et promouvoir la coopération entre les États membres dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté. Nous avons également organisé des conférences de haut niveau sur l'impact de l'intelligence artificielle sur l'éducation, les défis concernant l'enseignement de l'histoire et la protection de la liberté académique.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour rendre hommage au dévouement et aux efforts des groupes de travail et des réseaux affiliés au Service de l'éducation, ainsi qu'à nos partenaires internationaux, pour faire avancer la mission du Conseil de l'Europe. Nous remercions également les États membres pour leur collaboration et leur engagement continu en faveur de la Stratégie pour l'éducation, afin que tous les apprenants puissent accéder à une éducation de qualité et s'épanouir dans des sociétés démocratiques.

Villano QIRIAZI

**CHEF DU SERVICE DE L'ÉDUCATION
CONSEIL DE L'EUROPE**

*RAPPORT D'ACTIVITÉ DU SERVICE
DE L'ÉDUCATION 2024*

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition que l'intégrité du texte soit préservée, que l'extrait ne soit pas utilisé hors contexte, qu'il ne fournisse pas d'informations incomplètes ou qu'il n'induisse pas le lecteur en erreur quant à la nature, la portée ou le contenu du texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit : «© Conseil de l'Europe, année de publication». Toute autre demande concernant la reproduction/traduction de tout ou partie du document doit être adressée à la Direction de la Communication, Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex ou publishing@coe.int).

Toute autre correspondance concernant ce document doit être adressée au Service de l'éducation du Conseil de l'Europe.

E-mail : education@coe.int

Conception et mise en page de la couverture : Luna Lazzarini Graphic Design

Photographies : ©Freepik ©Pexels
©Envato ©CoE Gallery

Editions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
<http://book.coe.int>

Conseil de l'Europe, mai 2025
Imprimé au Conseil de l'Europe

0

3 PILIERS PRIORITAIRES

- Pilier 1
- Pilier 2
- Pilier 3

2

ACTIVITÉS THÉMATIQUES 2024

05	Éducation formelle et non-formelle	17
06	Enseignement supérieur et formation continue	23
07	Politiques et pratiques linguistiques	30
	Enseignement de l'histoire	35
	La transformation numérique	38



1

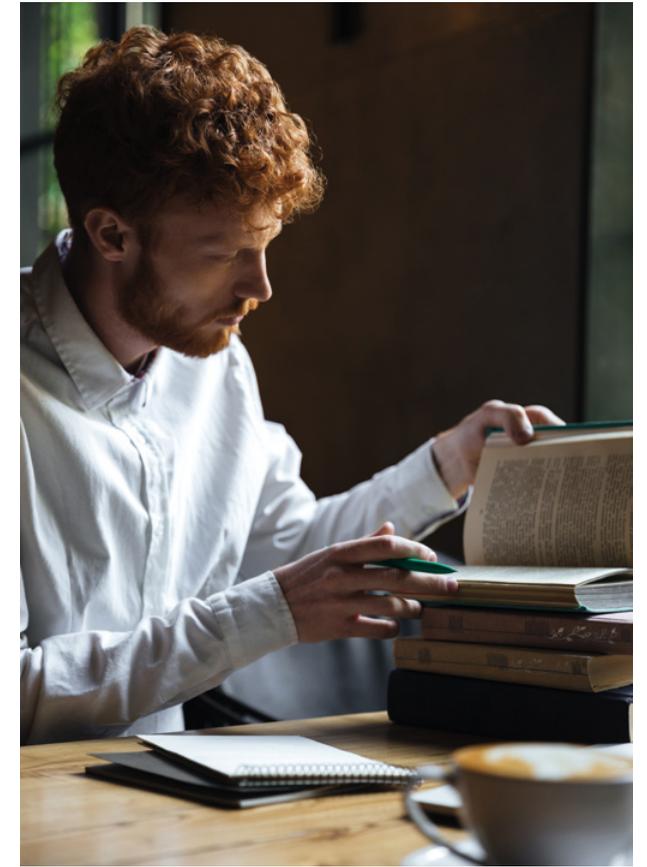
ACTIVITÉS DES DIVISIONS DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

CEDU	09
Comité de direction du CELV	14
Comité de direction de l'OHTE	15

3

PROGRAMMES DE COOPÉRATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Albanie	48
Bosnie-Herzégovine	50
Géorgie	52
République de Moldova	54
Monténégro	58
Macedoine du Nord	56
Serbie	60
Türkiye	64



4

RESSOURCES EN LIGNE

Knowledge Hub	67
Hub Histolab	68

5

ÉVÉNEMENTS MAJEURS 2024

Liste des événements	72
Moments forts	84
Données 2024	89

La stratégie pour l'éducation 2024/30
repose sur trois piliers prioritaires

3 PILIERS

PILIER 1

RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

Démocratie et éducation à la citoyenneté

Placer la **démocratie au cœur** des systèmes éducatifs en renforçant l'éducation à la citoyenneté, en favorisant les **compétences démocratiques et interculturelles** et en encourageant le **dialogue et la coopération** sur les valeurs démocratiques partagées à travers l'Europe.

Droits et engagement des apprenants

Soutenir les initiatives qui permettent la **participation démocratique** des apprenants dans des contextes formels et non formels, en protégeant les droits des étudiants, notamment le droit à un **accès équitable à l'éducation**, à la **vie privée** et à la **liberté d'expression**, favorisant ainsi la citoyenneté active et la réflexion critique.

Éducation inclusive et durable

Donner la priorité aux domaines de l'**enseignement et de la formation professionnels (EFP)** et de l'**éducation au développement durable (EDD)**, en veillant à ce que l'éducation favorise l'inclusivité, les pratiques durables et l'établissement de **partenariats efficaces** entre tous les niveaux d'éducation.

Intégrité dans l'éducation et le développement de compétences

Renforcer les compétences des éducateurs pour leur permettre de promouvoir la participation, l'inclusion et le développement durable en s'appuyant sur des approches éthiques, transparentes et multilingues, tout en défendant la **liberté académique** et l'intégrité au sein des institutions éducatives.

PILIER 2

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET LA RÉACTIVITÉ DE L'ÉDUCATION

Inclusion, équité, diversité

Renforcer la dimension sociale de l'éducation en promouvant l'inclusion, l'équité et la diversité à tous les niveaux d'enseignement. **Mettre en œuvre des politiques globales qui valorisent la diversité**, soutiennent les apprenants marginalisés et facilitent l'apprentissage des langues. **Concevoir des curricula qui favorisent l'autonomie des apprenants** et mettent l'accent sur le renforcement de la confiance en soi, les **compétences interculturelles** et les aptitudes à mener des recherches scientifiques.

Éthique, transparence, intégrité

Garantir un **accès égal à l'éducation** pour tous les apprenants, en mettant l'accent sur l'éthique, la transparence et l'intégrité en tant que composantes essentielles de l'éducation de qualité et de l'assurance qualité. Instaurer une **culture de la confiance et de la responsabilité** chez tous les acteurs de l'éducation, tout en proposant un **soutien scolaire et psychologique aux apprenants**, en particulier dans les périodes d'urgence et les crises.

Internationalisation et engagement mondial

Soutenir la formation des enseignants pour une éducation inclusive, en les préparant à **gérer une diversité étudiante**. Renforcer le soutien en langue pour les groupes vulnérables, notamment les migrants et réfugiés, et **encourager l'internationalisation des écoles** et des établissements d'enseignement supérieur, en mettant l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion, réaffirmant ainsi **les principes de l'Espace européen de l'Enseignement Supérieur** (EEES).

PILIER 3

FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION GRÂCE À UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

Maîtrise du numérique et Accès

Renforcer l'éducation à la citoyenneté numérique pour s'adapter aux évolutions technologiques. **Assurer un accès égal pour tous les apprenants** aux technologies numériques et développer leurs compétences numériques. Souligner l'importance de **l'éducation à la citoyenneté numérique**, de la démocratie et de l'État de droit, en encourageant l'autonomie de l'apprenant et une approche commune entre les États membres.

Partenariats et normes

Encourager les partenariats entre les institutions éducatives et des acteurs du secteur privé des technologies et de la société civile qui respectent les normes nationales et internationales. Ces collaborations devraient être axées sur l'innovation, en garantissant une éducation de qualité et équitable qui exploite les **technologies numériques** de sorte qu'elles bénéficient à tous les apprenants.

Innovation responsable et éthique des technologies

Promouvoir la **formation continue des éducateurs** pour intégrer de manière responsable les technologies émergentes, comme l'IA, dans l'enseignement. Encourager la conception et **l'utilisation de ressources pédagogiques numériques** dans le cadre d'une coopération européenne, tout en assurant la transparence et la responsabilité pour prévenir la fraude et garantir la qualité dans l'éducation.

ACTIVITÉS DES DIVISIONS DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

CDEDU

Le Comité directeur de l'éducation (CDEDU) supervise les programmes du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation et conseille le Comité des ministres sur les questions d'éducation.

L'objectif global du programme d'éducation est d'aider les États membres à développer leurs politiques, leur législation et leurs pratiques en vue de promouvoir des systèmes éducatifs démocratiques, de qualité, inclusifs et exempts de corruption. Au niveau de l'école, un accent particulier est mis sur la promotion du Cadre de référence des compétences pour la culture de la démocratie du Conseil de l'Europe (CRCCD). **Le CDEDU se concentre sur les priorités du Conseil de l'Europe et couvre tous les niveaux et tous les domaines de l'éducation.**

Le CDEDU compte 48 membres (pays), 16 organisations observatrices et un pays observateur (Israël).

Le CDEDU compte parmi ses observateurs des organisations très représentatives. La composition des observateurs, en ce qui concerne le nombre d'organisations membres, le nombre de pays représentés, ainsi que le statut des organisations membres au sein de leurs systèmes éducatifs nationaux, revêt une importance particulière pour le CDEDU.

TÂCHES PRINCIPALES



Élaborer des recommandations et des instruments juridiques

Formuler des recommandations pour aider les États à élaborer des politiques éducatives conformes aux principes et aux normes organisationnels.



Conseils politiques

Conseiller les décideurs politiques et les professionnels de l'éducation dans la mise en œuvre des politiques éducatives.



Promouvoir les réformes de l'éducation

Promouvoir les réformes des systèmes et des politiques d'éducation afin de renforcer les compétences démocratiques et de développer l'espace européen de l'enseignement supérieur.



Promouvoir la coopération et la compréhension

Faciliter la coopération et la compréhension entre les États membres.



Échanger des idées et des pratiques

Échanger des idées, des informations et des bonnes pratiques entre les membres sur les questions d'éducation.



Cadre de référence pour une culture de la démocratie

Fournir un cadre pour évaluer les acquis des apprenants en matière de citoyenneté, de droits de l'homme et de dialogue interculturel.



Promouvoir une éducation de qualité

Promouvoir une éducation de qualité pour favoriser des environnements d'apprentissage sûrs, l'inclusion sociale, l'égalité de genre et la lutte contre la discrimination.



Droit à l'éducation pour tous

Développer des actions pour garantir le droit à l'éducation pour tous, en particulier pour les groupes vulnérables.

SESSIONS PLÉNIÈRES DU CDEDU

Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté

Le Comité a salué l'événement de lancement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté : «L'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté : préserver la démocratie par une éducation à la citoyenneté de qualité», qui s'est tenu les 17 et 18 octobre 2024 à Berlin, avec la participation de représentants de haut niveau ainsi que de la société civile. Le Comité a souligné l'importance du **Réseau des conseillers en politiques d'éducation** dans le développement et la contribution à cet **espace européen pour l'éducation à la citoyenneté**, et a adopté les Termes de référence révisés du Réseau.

Citoyenneté numérique et intelligence artificielle

Le Comité a salué la **préparation de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025** et a appelé tous les États membres à participer aux activités prévues et à soutenir activement cette campagne.

Le Comité s'est également félicité des avancées du projet ainsi que des résultats de la **2^e Conférence de travail sur la réglementation de l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle dans l'éducation**, considérée comme une contribution supplémentaire à une réponse sectorielle à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle,

les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, telle que demandée par la Conférence permanente des ministres de l'Éducation (2023).

Enseignement de l'histoire

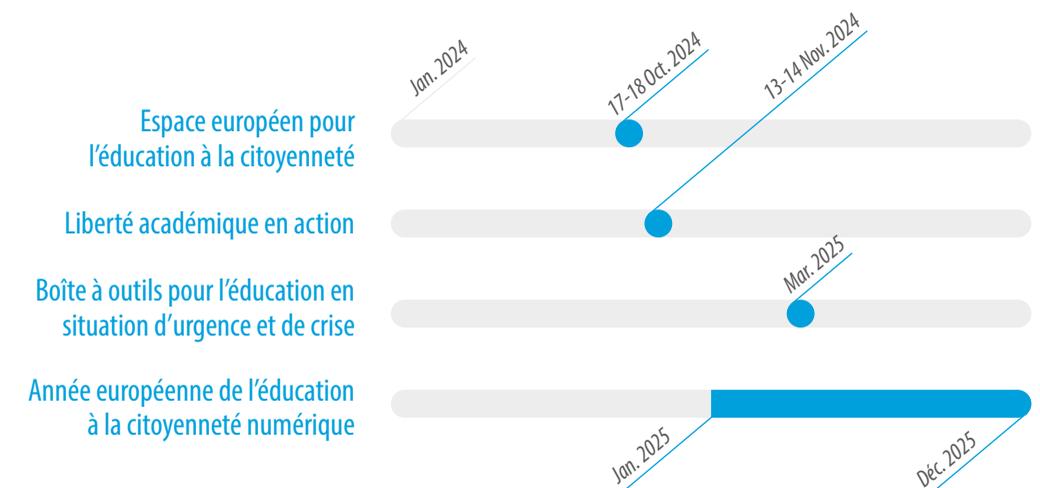
Le Comité a pris note des progrès accomplis dans les travaux relatifs à l'enseignement de l'histoire, et a contribué à la réflexion, notamment à travers les travaux du **groupe d'experts sur l'enseignement de l'histoire** chargé de rédiger une nouvelle recommandation sur le rôle de l'histoire aujourd'hui, en mettant l'accent sur les défis actuels, en particulier la numérisation et l'intelligence artificielle.

Programme d'éducation aux langues

Le Comité a pris note des **modifications mineures apportées aux résultats du programme de politique linguistique pour 2024-2025**, issues de la première réunion du Groupe consultatif sur la politique linguistique en avril 2024.

Le CDEDU a également pris note des actualisations concernant le projet d'expérimentation de la politique romani plurilingue, ainsi que du nouveau projet conjoint UE/Conseil de l'Europe visant à améliorer la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye.

Principales étapes



Thématiques et initiatives

CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

HISTOIRE ET ENSEIGNEMENT DES LANGUES

NUMÉRIQUE ET IA

ÉDUCATION AUX SITUATIONS DE CRISE ET D'URGENCE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECONNAISSANCE



Les membres du Bureau du CDEDU 2024

PRÉSIDENTE

Mme Marie-Anne PERSOONS

Conseillère en politique internationale

Département flamand de l'éducation et de la formation
Belgique

VICE-PRÉSIDENT

Mme Mélanie LIZÉ

Chargée de projet

Ministère français de l'éducation
Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (DREIC)
France

LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

M. Giuseppe RONISVALLE

Département des sciences pharmaceutiques et de la santé

Université de Catane
Italie

Mme Pil Maria SAUGMANN

Vice-Présidente

EURODOC

REPRÉSENTANTS DES ONG

Mme Claude VIVIER LE GOT

Fédération européenne des écoles (FEDE)

Mme Iris KIMIZOGLU

Présidente

Union des étudiants d'Europe (ESU)

MEMBRES DU BUREAU

Mme Laura LIMPERK-KÜTARU

Conseillère pour l'éducation et les sciences

Ministère de l'éducation et de la recherche
Estonie

M. Bernard WICHT

Directeur des Affaires Internationales

Conférence Suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
Suisse

M. Gudni OLGEIRSSON

Conseiller principal, ministère de l'éducation

Ministère de l'éducation et de l'enfance
Islande

Mme Natia NATSVLISHVILI

Responsable des relations internationales et de la communication stratégique

Centre national pour le développement professionnel des enseignants
Géorgie

RAPPORTEURE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Mme Snjezana Prijic SAMARZIJA

Rectrice

Université de Rijeka
Croatie

L'éducation en situation de crise et d'urgence

Le Comité a salué la **finalisation du processus de mise en œuvre/pilotage d'EDURES** (Boîte à outils pour la résilience afin de garantir le droit à l'éducation en situation d'urgence et de crise), mené en Italie et en Albanie.

Ce pilotage a pour objectif d'affiner la boîte à outils pour l'éducation en période de crise et d'urgence. La version finalisée sera soumise à la session plénière du Comité en mars 2025.

Enseignement supérieur

Le Comité s'est félicité des avancées des **travaux du Groupe de travail ad hoc sur la reconnaissance automatique**, et a approuvé le renouvellement de son mandat jusqu'en décembre 2026, en élargissant sa composition à **un éventail plus large de parties prenantes**, notamment des représentants de la Commission européenne et de l'UNESCO.

Il a également salué les progrès du projet sur la mission démocratique de l'enseignement supérieur, ainsi que l'organisation de la conférence de lancement du projet « **La liberté académique en action** », qui s'est tenue les 13 et 14 novembre 2024 à Strasbourg.

Lors de sa session d'octobre 2024, le Comité a procédé à une première lecture du projet de **Recommandation du Comité des Ministres sur la valorisation des qualifications académiques et professionnelles des réfugiés**.

Le Comité a salué l'événement de lancement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, soulignant l'importance de préserver la démocratie grâce à une éducation à la citoyenneté de qualité.

Éthique, transparence et intégrité

Le Comité a salué les progrès réalisés dans la création d'un **Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation**, et a demandé des mises à jour régulières sur son développement ainsi qu'une cohérence dans les travaux de la Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED) et des réseaux ENIC-NARIC, centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique des qualifications, partenaires clés de ce projet.

Le Comité a donné mandat à la Plateforme ETINED pour assurer le suivi de deux études : l'étude conjointe CoE-IIIEP-UNESCO **sur les données ouvertes dans les établissements scolaires** et l'étude CoE-CIMEA **sur la sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation**.

CELV

Le Comité de direction est l'organe exécutif du Centre, composé d'un représentant de chaque État membre du **Centre européen pour les langues vivantes** (CELV). Le Conseil définit et adopte le programme à moyen terme, supervise sa mise en œuvre ainsi que la gestion des ressources du Centre linguistique, et transmet un rapport sur les activités du Centre au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

DÉCISIONS PRINCIPALES

- ↳ L'élection de **trois nouveaux membres du Bureau** du Comité de direction pour un mandat de deux ans (2025-2026) : Pille Põiklik (Estonie) en tant que présidente, Eyjólfur Már Sigurðsson (Islande) en tant que vice-président, et Lourdes Ballesteros-Martin (Espagne) en tant que membre du Bureau.
- ↳ La prolongation jusqu'en 2025 de l'invitation des professionnels de langue ukrainienne à participer aux activités à grande échelle du programme du CELV financées par le budget du Centre.
- ↳ La création d'un groupe de travail chargé de **promouvoir le plurilinguisme** dans les travaux du CELV en tant que point permanent pour les futures réunions du Comité de direction.
- ↳ La poursuite d'un «fonds de réserve» établi pour **financer les traductions dans d'autres langues** (en plus de l'anglais et du français) en 2025, suite à la décision de souligner davantage la nature plurilingue du travail du CELV.
- ↳ Le soutien du Bureau du CELV en faveur d'une **gestion durable des effectifs sur le long terme**, qui tient compte de l'augmentation de la charge de travail du Centre et de son rôle et ses responsabilités accrues.
- ↳ Le Comité de direction a exhorté le Centre à répondre aux préoccupations des États membres concernant le manque d'enseignants de langues qualifiés et la baisse de motivation des élèves à apprendre des langues autres que l'anglais.

Bureau du Comité de direction

PRÉSIDENTE

Mme Claire Extramiana

Chargée de mission · depuis 2021

—
Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF)
France

VICE-PRÉSIDENT

M. Matthias VON GEHLEN
depuis 2024

—
Sprache und Bildungspolitik,
Goethe-Institut
Allemagne

M. Pille PÕIKLIK
Expert en chef
depuis 2023

—
Ministère de l'éducation et
de la recherche
Estonie

MEMBRES DU BUREAU

M. Panagiotis PASSAS
Chef de la direction
générale · depuis 2022

—
Ministère de l'éducation et
des affaires religieuses
Grèce

Mme Nataša PERIĆ
Conseillère · depuis 2024

—
Bureau du service
de l'éducation
Monténégro

Mme Wendoline TIMMERMAN
Conseillère politique
principal · depuis 2024

—
Ministère de l'éducation, de
la culture et des sciences
Pays-Bas

Mme Bronka STRAUS
Sous-secrétaire
depuis 2021

—
Ministère de l'éducation,
des sciences, de la culture
et des sports
Slovénie

BUREAU OBSERVER

Mme Ursula Newby
Ancienne présidente
depuis 2023 · Austria

OHTE

Le Comité de direction est l'organe décisionnel de l'Observatoire, composé d'un représentant de chaque État membre de l'**Observatoire sur l'enseignement de l'Histoire en Europe** (OHTE). Le Conseil définit et adopte les programmes à moyen terme et annuels, supervise leur mise en œuvre ainsi que la gestion des ressources de l'Observatoire. Il se réunit au moins une fois par an.

DÉCISIONS PRINCIPALES

- ↳ L'élection de **deux nouveaux membres** du Bureau du Comité de direction pour un mandat de deux ans.
- ↳ L'octroi du **statut d'observateur au Monténégro et à la République slovaque** pour une durée d'un an. Les membres du Comité de direction ont également salué l'adhésion de l'Ukraine à l'OHTE en tant que membre à part entière en juin 2024, après une année de statut d'observateur.
- ↳ L'introduction d'un **système de rotation au sein du Conseil consultatif scientifique** (CCS) et l'élection de **quatre nouveaux membres** du CCS pour un mandat de deux ans.
- ↳ **L'approbation du rapport 2023 sur les activités de l'OHTE**, ainsi que le mandat donné au Secrétariat de le transmettre au Comité des Ministres pour examen.
- ↳ **L'approbation du programme-cadre 2024-2027 de l'OHTE** et du programme annuel d'activités pour 2024, accompagnée de la directive donnée au Secrétariat de mettre en œuvre le plan de travail en accord avec les ressources budgétaires disponibles.
- ↳ La prise de connaissance des avancées concernant la préparation du rapport thématique de l'OHTE sur la crise économique dans l'enseignement de l'histoire, ainsi que la **directive pour les recherches à venir dans le cadre du prochain rapport général de l'OHTE** sur l'état de l'enseignement de l'histoire en Europe.

En 2024, le conseil d'administration de l'OHTE a tenu deux réunions de travail le 22 février à Strasbourg et le 18 octobre à Athènes.

Bureau du Comité de direction

PRÉSIDENT

M. Alain Lamassoure
2021 · 2025
France

VICE-PRÉSIDENT

M. Dimitris P. Sotiropoulos
2021 · 2025 | Grèce

Mme Frances Moss
2023 · 2025 | Irlande

MEMBRES DU BUREAU

M. Suren Manukyan 2021 · 2025 | Arménie
Mme Luisa Ucha 2023 · 2025 | Portugal
M. Vojko Kunaver 2024 · 2026 | Slovénie
M. Semih Aktekin 2024 · 2026 | Türkiye

ACTIVITÉS THÉMATIQUES 2024

Éducation formelle et non-formelle

PILIER 1 RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

3 DOMAINES CLÉS

CODIFICATION DES
VALEURS ET DES PRINCIPES
DE L'ÉDUCATION À LA
CITOYENNETÉ

RESPONSABILITÉ ET
ASSURANCE QUALITÉ

COOPÉRATION

3 PROJETS PRINCIPAUX

ENSEIGNEMENT
ET FORMATION
PROFESSIONNELS (EFP)

ÉDUCATION AU
DÉVELOPPEMENT DURABLE
(EDD)

BOÎTE À OUTILS POUR
UNE CULTURE SCOLAIRE
INCLUSIVE ET DÉMOCRATIQUE

En 2024, le Conseil de l'Europe a lancé la phase de **co-construction de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté**, une initiative destinée à promouvoir les valeurs et principes démocratiques à travers une éducation à la citoyenneté de qualité.

Le Réseau des conseillers en politiques éducatives (EPAN), par ses réunions annuelles avec des réseaux spécialisés et la société civile, joue un rôle essentiel dans ce processus.

Trois domaines clés de l'Espace ont été identifiés.

Des cibles seront définies pour chaque domaine afin de faire progresser l'éducation à la citoyenneté.

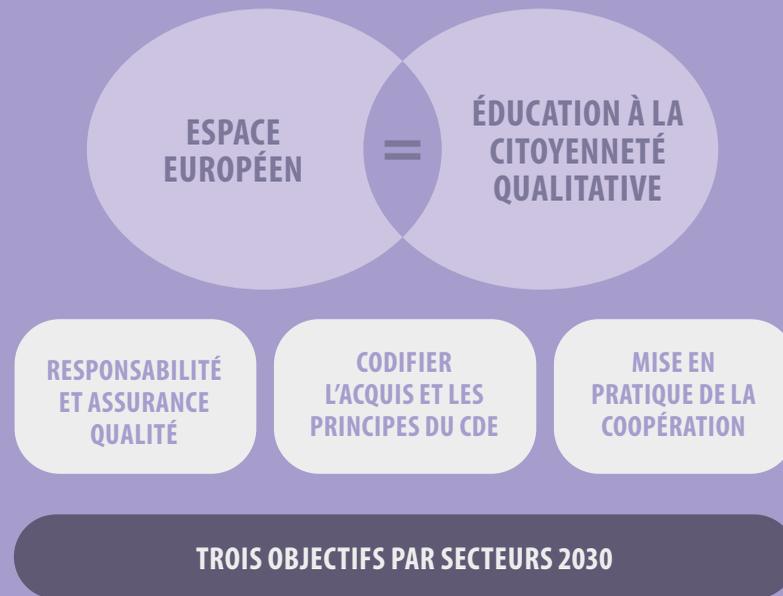
Trois groupes de consultants ont été constitués pour définir, au cours des deux prochaines années, les objectifs et les cibles de ces trois domaines clés.

Outre les réunions de l'EPAN, une grande conférence annuelle contribue au processus de co-construction, avec le soutien financier de l'Allemagne. Le premier événement a eu lieu à Berlin les 17 et 18 octobre 2024 sous le titre « *Préserver la démocratie par une éducation à la citoyenneté de qualité* », réunissant des participants de haut niveau, des universitaires renommés et la société civile. Le Service de l'éducation a mis l'accent sur trois projets. **Onze programmes de coopération à grande échelle**, financés par des fonds externes, viennent compléter le programme intergouvernemental et **illustrent les possibilités de mise en œuvre concrète d'une culture de la démocratie.**

Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté

Lancement officiel prévu en 2026.

L'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté vise à répondre au recul démocratique et aux défis actuels et futurs de l'éducation, en formant des citoyens actifs et responsables, prêts à participer à la vie démocratique grâce à une éducation à la citoyenneté de qualité.



Réseau des conseillers en politiques d'éducation (EPAN)

Le rôle du Réseau des conseillers en politiques d'éducation (EPAN) a été renforcé par la décision du CDEDU de lui confier un rôle central dans le développement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté.

Des délégués de 31 États membres se sont réunis à deux reprises en 2024 et ont mené des discussions approfondies pour élaborer l'architecture stratégique de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté. Ils ont débattu des principaux contenus et contribué à définir les étapes stratégiques nécessaires au lancement de l'initiative en 2026.

Les délégués ont également apprécié les échanges sur les évolutions dans leurs contextes nationaux et les informations reçues sur les projets du CdE. À leur demande, une plateforme collaborative a été développée et lancée par le Secrétariat pour permettre un partage régulier d'informations.

Le Bureau de l'EPAN a continué à fournir des orientations régulières et précieuses au Secrétariat, tout en veillant à l'appropriation du Réseau.

Les résultats et l'engagement issus des réunions de l'EPAN témoignent de la volonté collective des États membres de défendre les valeurs démocratiques par l'éducation.

Enseignement et formation professionnels (EFP)

Un nouveau document d'orientation destiné à la mise en œuvre du CRCCD dans le secteur de l'EFP a été finalisé en 2024. Il répond à l'urgence de promouvoir les compétences démocratiques dans ce domaine et constitue le premier document en Europe à souligner le rôle essentiel de l'EFP dans la formation de citoyens informés, engagés et responsables, au-delà de la seule insertion professionnelle. D'autres organisations internationales, telles que la Commission européenne, s'appuient sur cette avancée majeure du Conseil de l'Europe pour leurs travaux futurs.

En parallèle, une nouvelle publication complémentaire a été lancée : une anthologie couvrant divers domaines et thématiques de l'EFP, tels que les programmes d'enseignement, l'évaluation, la formation des enseignants, la formation en entreprise, l'inclusion, le rôle des partenaires sociaux, ainsi que la participation et la voix des apprenants. Cette nouvelle anthologie analysera plus en profondeur la relation entre le CRCCD et l'EFP dans ces domaines, et développera de nombreux exemples de politiques et de pratiques en matière de compétences pour une culture de la démocratie dans l'EFP, partagés par les membres du groupe d'experts sur le CRCCD et l'EFP ainsi que du Réseau EPAN. Ces nouvelles publications représentent une avancée supplémentaire dans les efforts du Conseil de l'Europe pour garantir que les systèmes d'EFP préparent les apprenants non seulement à l'emploi, mais aussi à une participation citoyenne active dans des sociétés démocratiques.

Éducation au développement durable (EDD)

Le Groupe de travail sur le CRCCD et l'EDD s'est réuni à trois reprises en 2024 afin d'élaborer un document d'orientation sur les interactions possibles entre le CRCCD et l'EDD. Le Service de l'Éducation a également contribué à la nouvelle Stratégie environnementale du CdE, lancée à la suite de la Déclaration de Reykjavik, via un recueil de bonnes pratiques. Dans ce cadre, une session thématique a été organisée à Strasbourg en juin 2024, réunissant

décideurs politiques, enseignants, ONG, chercheurs, experts, universitaires et élèves. La session a également présenté un aperçu du cadre environnemental du Conseil de l'Europe et des arrêts récents de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les droits environnementaux.

Boîte à outils pour une culture scolaire inclusive et démocratique

Conscient de la richesse des ressources de qualité élaborées au cours des deux dernières décennies dans le cadre des programmes de coopération du Conseil de l'Europe en faveur de l'éducation inclusive et d'une culture de la démocratie au sein des établissements scolaires, le Service de l'Éducation a lancé cette initiative en 2024 afin de valoriser ces ressources pour l'ensemble des États membres. L'objectif est de créer un outil accessible et opérationnel pour les décideurs politiques, directions d'établissement, enseignants, élèves, parents et communautés éducatives dans la mise en place d'une culture scolaire inclusive et démocratique.

Plus de 65 ressources existantes ont été identifiées et structurées avec un groupe restreint de consultants. La publication s'articulera autour de cinq grandes thématiques essentielles à la création d'une culture scolaire inclusive et démocratique.

5 DOMAINES CLÉS

-  LUTTER CONTRE LA VIOLENCE ET LE HARCÈLEMENT, Y COMPRIS LE CYBERHARCÈLEMENT, À L'ÉCOLE
-  LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION SUR LA BASE DE L'ORIGINE ETHNIQUE
-  LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION SUR LE HANDICAP
-  DÉMOCRATIE ET COMPÉTENCES POUR UNE CULTURE DE LA DÉMOCRATIE (CCD)
-  AMÉLIORER L'ENGAGEMENT ET LA PARTICIPATION DES ÉLÈVES

Le Conseil de l'Europe mène **deux initiatives pilotes** visant à renforcer l'éducation en situation d'urgence. Les deux projets ont pour objectif de construire des systèmes éducatifs résilients et inclusifs, assurant la continuité de l'apprentissage en temps de crise.



01

L'éducation en temps de crise et d'urgence : boîte à outils EDURES et phase pilote

Une douzaine d'États membres ont exprimé leur intérêt pour tester la boîte à outils EDURES (Boîte à outils pour l'éducation en situation d'urgence et de crise). **Une première phase de mise en œuvre a été menée dans deux États membres** : en Italie (région du Frioul-Vénétie Julienne) et en Albanie, à l'échelle nationale ainsi que dans les villes de Durrës, Kavaja et Tirana. **Les deux projets pilotes ont débuté en 2024 et devraient s'achever début 2025**, à l'issue d'un échange conjoint entre les parties prenantes et partenaires albanais et italiens prévu à Vienne en janvier 2025.

Par ce travail, le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe contribue également, en tant que Région Europe, à la **mise en œuvre des orientations politiques issues du Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation (2022)**, y compris la Déclaration de la Jeunesse sur la Transformation de l'Éducation, ainsi qu'à l'engagement du Conseil de l'Europe et de ses États membres dans le cadre de l'Agenda commun et de l'initiative spécifique « L'éducation dans les situations de crise : un appel à l'action ».

02

Étude de cartographie sur l'accès à l'éducation des enfants ukrainiens dans les États membres du CdE

Le 20 novembre 2024, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le Conseil de l'Europe a publié une étude élaborée par le Groupe de consultation sur les enfants d'Ukraine, en collaboration avec le Service de l'éducation. Elle analyse les pratiques visant à garantir l'accès à l'éducation des enfants ukrainiens dans 32 États membres du Conseil de l'Europe, tout en présentant des exemples issus de 13 autres États membres. L'étude met en garde contre les barrières linguistiques, la capacité limitée des établissements scolaires et la difficulté à recenser les enfants non scolarisés, autant de défis majeurs auxquels sont confrontés les enfants ukrainiens réfugiés en Europe — mais aussi pour les pays d'accueil.

L'analyse met également en lumière des stratégies efficaces d'intégration dans les écoles locales, telles que l'adaptation des inscriptions, la flexibilité dans l'attribution des classes, et la préservation du droit à l'identité culturelle des enfants grâce à un maintien du lien avec la culture et la langue ukrainiennes. Cette étude marque une nouvelle étape vers la construction de systèmes éducatifs résilients et inclusifs à travers l'Europe.





Enseignement supérieur et formation continue

PILIER 1 RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

Le programme pour l'enseignement supérieur et la formation continue renforce la démocratie et la liberté académique à travers des projets tels que l'initiative « La liberté académique en action » et le Forum mondial sur l'enseignement supérieur 2025. Les réseaux ENIC-NARIC favorisent la reconnaissance des qualifications, tandis que la Convention de Lisbonne promeut la reconnaissance automatique afin de faciliter la mobilité académique. Le soutien aux réfugiés est renforcé grâce à l'extension du Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR) et à la mise en place d'un nouveau mécanisme de reconnaissance en Italie, garantissant que l'éducation reste un vecteur d'inclusion et de démocratie.

La mission démocratique de l'enseignement supérieur

Les travaux sur la mission démocratique de l'enseignement supérieur sont étroitement liés aux valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe : promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Le nouveau projet « La liberté académique en action » a été lancé les 13 et 14 novembre 2024 à Strasbourg.

Avec ce lancement, le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe poursuit ses actions en faveur de la protection et de la promotion de la liberté académique, en s'appuyant notamment sur la Recommandation CM/Rec(2012)7 du Comité des Ministres, relative à la responsabilité des autorités publiques pour la liberté académique et l'autonomie institutionnelle.

La coopération se poursuit également avec le Consortium international pour l'enseignement supérieur, la responsabilité civique et la démocratie, ainsi que la préparation du huitième Forum mondial sur l'enseignement supérieur, qui se tiendra à l'Université Charles de Prague, les 3 et 4 juin 2025.

Réseaux ENIC-NARIC

Le Réseau européen des centres nationaux d'information (ENIC), cogéré par le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, a célébré son 30e anniversaire en 2024. Il fonctionne conjointement avec le réseau NARIC (créé en 1984, avec la Commission européenne comme secrétariat).

Les réseaux ENIC-NARIC développent des initiatives conjointes pour échanger des informations sur la reconnaissance des qualifications, les politiques et pratiques, et proposer des activités de renforcement des capacités. Ils participent aux consultations sur les instruments normatifs internationaux en lien avec la reconnaissance des qualifications.

« Ces deux réseaux constituent une communauté unique de professionnels œuvrant dans le domaine de la reconnaissance, partageant quotidiennement leurs expériences et leurs connaissances grâce à un langage commun et une compréhension forgés au fil du temps. »

CHIARA FINOCCHIETTI
PRÉSIDENTE DE L'ENIC

En 2024, les réseaux ont tenu leur réunion annuelle à Naples, en Italie, rassemblant plus de 150 participants.

Le programme comprenait des sessions plénières et douze ateliers. Un atelier coorganisé par le

Conseil de l'Europe et les centres ENIC-NARIC français et allemand a porté sur les défis nationaux liés à la reconnaissance des qualifications sans justificatifs et au Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR), un outil facilitant la reconnaissance des qualifications des personnes réfugiées.

Un autre atelier a présenté les opportunités offertes par les subventions de projet du Conseil de l'Europe, avec des interventions de coordinateurs d'Arménie, de Bosnie-Herzégovine, de Géorgie et du Royaume-Uni, sur des projets allant de la lutte contre la fraude à l'amélioration du cadre juridique de reconnaissance des qualifications des réfugiés.

Actuellement, trois projets ENIC sont en cours jusqu'à fin 2024.

Mise en œuvre de la Convention de reconnaissance de Lisbonne

Le Conseil de l'Europe et l'UNESCO assurent ensemble le secrétariat de la Convention de Reconnaissance de Lisbonne (LRC), l'un des instruments les plus ratifiés du Conseil de l'Europe, et le seul texte juridiquement contraignant dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

Le 1er novembre 2024, la Grèce est devenue le 57e État partie à la Convention en déposant son instrument d'adhésion. En 2024, le Bureau de la LRC a poursuivi la mise à jour de la Charte ENIC-NARIC ainsi que du Code révisé de bonnes pratiques pour l'enseignement transnational (2007), objet d'un atelier lors de la réunion annuelle des réseaux.



En 2024, le Conseil de l'Europe a renforcé la responsabilité sociale de l'éducation en consolidant la reconnaissance des qualifications, en élargissant le Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR) et en lançant le premier mécanisme national de reconnaissance des qualifications des réfugiés en Italie. Les efforts pour lutter contre la fraude dans l'éducation se sont intensifiés grâce aux initiatives d'ETINED, notamment à travers des études sur l'intégrité académique et les données ouvertes sur l'école, renforçant la transparence et l'inclusion dans l'éducation en Europe.

23

PAYS PARTICIPANT ACTIVEMENT
À L'INITIATIVE EQPR

100+

ÉVALUATEURS DE DIPLÔMES FORMÉS
À LA MÉTHODOLOGIE EQPR

Reconnaissance automatique

En 2024, le Groupe de travail ad hoc sur la reconnaissance automatique des qualifications, mis en place par le Conseil de l'Europe en 2023, a tenu quatre réunions et poursuivi ses consultations avec les établissements d'enseignement supérieur et les autorités publiques.

Une réunion avec le Secrétariat du Benelux, portant sur le Traité multilatéral de reconnaissance automatique mutuelle des qualifications de l'enseignement supérieur, a été suivie d'un échange avec le Bureau des traités du Conseil de l'Europe sur les modalités de coopération.

Lors de sa 6^e session plénière en octobre 2024, le Comité directeur de l'éducation (CDEDU) a renouvelé et élargi le mandat du groupe pour l'élaboration d'un nouvel instrument juridique garantissant le droit à la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur.

Cet instrument visera à créer un cadre global à l'échelle internationale, reposant sur des mécanismes de vérification, des normes pour un échange de données sécurisé entre pays et institutions, ainsi que des lignes directrices sur l'usage des systèmes d'intelligence artificielle dans les procédures de reconnaissance. Il facilitera ainsi l'interopérabilité entre les systèmes de reconnaissance des différents pays et institutions.

Par ses consultations avec les parties prenantes, le groupe a fait progresser la compréhension de la reconnaissance automatique, en soulignant les différences d'approche et en identifiant les étapes nécessaires pour l'améliorer et favoriser la mobilité académique dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Ses conclusions seront présentées à la prochaine session plénière du CDEDU.

En 2024, le cap symbolique des
1 000 EQPR délivrés a été atteint.

Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR)

Le Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR) est une initiative du Conseil de l'Europe visant à faciliter la reconnaissance des qualifications des personnes réfugiées, y compris en l'absence de documents officiels complets.

Le projet développe des synergies avec le Passeport de qualifications de l'UNESCO pour les réfugiés et les migrants vulnérables, destiné aux pays situés hors d'Europe. La coordination est assurée aux niveaux stratégique et technique.

Vingt-quatre pays participent à l'EQPR : Albanie, Andorre, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, France, Allemagne, Géorgie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Monaco, Monténégro (depuis 2024), Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Serbie et Royaume-Uni.

Plus de 100 évaluateurs de diplômes, issus de 23 centres ENIC participants, sont désormais formés à la méthodologie EQPR. Cela renforce la capacité du projet à proposer un outil fiable et efficace d'évaluation des qualifications des réfugiés, même sans preuve officielle, ou lorsque leurs qualifications ne sont pas reconnues automatiquement par les établissements d'enseignement supérieur ou les employeurs.

En 2024, trois sessions d'évaluation ont été organisées. L'événement « Main dans la main pour soutenir l'intégration des réfugiés – éducation, formation et reconnaissance des qualifications », coorganisé par le Conseil de l'Europe, France Éducation International et l'Université de Lyon le 2 juin, avec le soutien d'ONG, a présenté des outils et des programmes concrets pour permettre aux réfugiés de poursuivre leurs études.

Des sessions d'évaluation EQPR ont également eu lieu à Bonn (Allemagne) en septembre 2024 et à Athènes (Grèce) en novembre 2024.

Élaboration d'un projet de recommandation du Comité des Ministres sur la valorisation des qualifications académiques et professionnelles des réfugiés

Lors de sa réunion de mars 2024, le CDEDU a défini parmi ses orientations prioritaires la reconnaissance des qualifications des réfugiés, notamment par l'utilisation du Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR), leur permettant de poursuivre leurs études ou leur parcours professionnel dans les pays d'accueil.

Afin de mettre en œuvre les orientations du CDEDU et la Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'éducation, et en particulier l'un de ses thèmes prioritaires « Renforcer la responsabilité sociale et la réactivité de l'éducation », il a été jugé important de renforcer la mise en œuvre du Passeport européen des qualifications pour les réfugiés (EQPR), en tant qu'instrument essentiel pour garantir l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation pour tous les apprenants, y compris les groupes vulnérables, les migrants et les réfugiés.

À cette fin, un groupe de travail conjoint composé d'experts et du Secrétariat a été mis en place sous l'égide du CDEDU et de son sous-groupe sur l'enseignement supérieur. Ce groupe a rédigé la Recommandation, incluant des lignes directrices politiques et un mémoire explicatif, conformément aux techniques de rédaction du Conseil de l'Europe, et a présenté un premier projet au CDEDU en octobre 2024, pour commentaires et suggestions des délégations.

Ce travail se poursuivra tout au long de l'année 2025 et devrait aboutir à l'adoption d'une Recommandation du Comité des Ministres sur la valorisation des qualifications, compétences et savoir-faire des réfugiés en Europe.

Projet conjoint Union européenne / Conseil de l'Europe : « Soutenir un mécanisme national efficace de reconnaissance des qualifications des réfugiés » en Italie

L'Italie est devenue le premier pays dans lequel le Conseil de l'Europe a intensifié l'usage de la méthodologie EQPR à travers un projet conjoint Union européenne / Conseil de l'Europe, intitulé : « Soutenir un mécanisme national efficace de reconnaissance des qualifications des réfugiés ».

Ce projet a été cofinancé par l'Union européenne via l'Instrument d'appui technique, et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe en coopération avec la Direction générale de la Commission européenne chargée du soutien aux réformes structurelles.

L'objectif général du projet était de soutenir les autorités italiennes dans leurs efforts visant à concevoir et promouvoir des réformes pour la reconnaissance des qualifications des réfugiés, à travers le développement d'un mécanisme national de coordination au sein des secteurs publics, dans et au-delà du milieu académique. Le projet a été mis en œuvre du 1er septembre 2022 au 31 août 2024.

Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED)

ETINED est un réseau de spécialistes désignés par les États membres du Conseil de l'Europe et les États parties à la Convention culturelle européenne.

Depuis son lancement en 2015, la plateforme ETINED s'est consacrée à la promotion d'une culture de l'éthique et de l'intégrité dans le secteur de l'éducation. Elle a produit des lignes directrices visant à garantir des pratiques éthiques dans la profession enseignante et a élaboré des recommandations ciblées sur l'intégrité académique, fondées sur des évaluations et des échanges avec les parties prenantes du secteur. La 8^e réunion plénière de la plateforme ETINED s'est tenue à Rome les 26 et 27 novembre, rassemblant des représentants des États parties à la Convention culturelle européenne, des ONG et des experts venus

de toute l'Europe pour aborder les principaux défis liés à l'intégrité et à la transparence dans l'éducation. Les discussions ont porté sur la lutte contre la fraude dans l'éducation, l'avancement de la stratégie « Priorité aux apprenants 2030 », et la coopération internationale pour préserver l'intégrité académique et scientifique. Parmi les initiatives phares figuraient la création d'un Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation et un système de labellisation pour l'intégrité institutionnelle.

Les présentations ont mis en lumière l'impact de la fraude dans l'éducation, la nécessité de renforcer la confiance dans les systèmes éducatifs et d'améliorer la transparence grâce aux données scolaires ouvertes, tandis que les groupes de travail ont formulé des recommandations pour les futures activités d'ETINED.

Mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2022)18 sur la lutte contre la fraude dans l'éducation

↳ LANCEMENT DE DEUX ÉTUDES PARMIS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CONVENTION CULTURELLE EUROPÉENNE

01 Enquête sur la sensibilisation des étudiants à la fraude à l'éducation

Évalue les connaissances des élèves sur la fraude dans l'éducation. vise à sensibiliser et à développer des outils pour l'éthique et la transparence.

02 Enquête sur les données ouvertes sur l'école

Explore l'utilisation des données ouvertes dans l'enseignement primaire et secondaire. Fournit des pistes de réflexion pour les décideurs. Favorise la redevabilité des systèmes éducatifs.

La Recommandation CM/Rec(2022)18 sur la lutte contre la fraude dans l'éducation est traduite et disponible dans cinq autres langues.

[français](#) · [géorgien](#) · [néerlandais](#) · [hongrois](#) · [italien](#)

↳ DISCUSSION AVEC MODÉRATION EN LIGNE

EduTalks@CoE

En juin 2024, la plateforme ETINED a organisé une discussion avec modération en ligne – EduTalks@CoE – sur l'importance de la recherche et de l'intégrité académique, offrant des perspectives et explorant des stratégies pour promouvoir une conduite éthique dans la recherche scientifique.

↳ GLOSSAIRE ETINED



Politiques et pratiques linguistiques



99 experts de 32 pays impliqués dans les activités du CELV

En 2024, le Conseil de l'Europe a renforcé son engagement en faveur de l'éducation aux langues en lançant deux grands programmes quadriennaux : le Programme de politique linguistique et le 7^e programme à moyen terme du CELV. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la [Recommandation CM/Rec\(2022\)1](#) sur l'éducation plurilingue et interculturelle, garantissant une cohérence stratégique et le développement professionnel dans l'enseignement des langues.

Mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)1 sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie

Sur recommandation du Groupe consultatif sur la politique linguistique, un nouvel outil d'autoévaluation est en cours de développement pour aider les États membres à évaluer leurs points forts et leurs faiblesses dans la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)1 sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie.

Cet outil permettra également aux pays de présenter des exemples de pratiques innovantes. En parallèle, il fournira au Conseil de l'Europe une cartographie de l'état des lieux de l'éducation plurilingue et interculturelle dans ses États membres, qui orientera les futurs développements en matière de politique linguistique.

Des travaux sont également en cours pour offrir un soutien complémentaire aux États membres à travers un nouvel outil d'orientation politique, structuré en cohérence avec l'outil d'autoévaluation, et permettant de demander un accompagnement bilatéral sous forme de Profil de l'éducation aux langues et de plan d'action.

Le Cadre européen commun de référence pour les langues : «apprendre, enseigner, évaluer» (CECR) est l'un des instruments phares du Conseil de

l'Europe, élaboré dans le cadre du Programme de politique linguistique. Depuis son lancement en 2001, suivi de son Volume complémentaire en 2020, il est devenu l'un des outils politiques les plus connus et les plus utilisés du Conseil de l'Europe.

En 2024, les versions [estonienne](#), [lettone](#), [azerbaïdjanaise](#) et en [langue des signes internationale](#) du Volume complémentaire ont été finalisées et publiées sur le site web du CECR.

Le développement de la version en langue des signes internationale, lancé par un [webinaire](#) en septembre, servira de base à la traduction du Volume complémentaire dans les langues des signes nationales européennes.

Cette publication représente une étape essentielle dans l'engagement du Conseil de l'Europe en faveur de l'éducation aux langues, de la préservation et de la promotion de la diversité linguistique et culturelle en Europe, et de la sensibilisation aux langues des signes européennes.

Parution de nouvelles versions linguistiques du Volume complémentaire du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Intégration linguistique des migrants

Un [outil](#) actualisé, comprenant 80 ressources accompagné d'un [guide d'utilisation](#) à l'intention de celles et ceux qui assurent un soutien linguistique aux apprenants migrants, a été lancé en mars lors d'un [webinaire](#) ayant attiré plus de 500 participants.

Un second webinaire, en septembre, a marqué le lancement de la [version en langue des signes internationale](#) du [Volume complémentaire du CECR](#). Cette publication constitue une étape essentielle dans l'engagement du Conseil de l'Europe à sensibiliser à la valeur des langues des signes en tant qu'élément de la diversité linguistique européenne.

Langue Romani

La troisième année du [projet d'expérimentation en politique linguistique Romani-Plurilingue](#) a permis de poursuivre le soutien aux dix écoles participantes en Grèce, Slovaquie et Slovénie, qui explorent des façons d'utiliser la langue romani pour favoriser l'inclusion scolaire des élèves roms. À l'approche de sa conclusion, le projet mettra l'accent sur la pérennisation et la diffusion, avec un webinaire de clôture prévu en juin 2025.

Centre européen pour les langues vivantes (CELV)

L'année 2024 a marqué le 30^e anniversaire du CELV, un événement qui a placé le Centre sous les projecteurs politiques, avec une série de visites et d'événements de haut niveau, dont ceux des présidents du [Congrès des pouvoirs locaux et régionaux](#) et de l'[Assemblée parlementaire](#).

L'ancien Secrétaire Général, Walter Schwimmer, a conduit l'Association européenne des anciens parlementaires des États membres du Conseil de l'Europe (FPAP) au CELV pour un atelier sur le thème : « [L'éducation aux langues au cœur de la démocratie](#) », également titre du nouveau programme quadriennal du CELV.

Cette première année de programme, fondée sur les [priorités](#) définies par les 36 États membres du CELV, a vu le lancement de huit nouveaux projets, portant sur des thèmes clés tels que le [rôle de l'intelligence artificielle](#), les [langues et la citoyenneté mondiale](#), ou encore les [compétences pour une culture de la démocratie chez les jeunes apprenants](#).

Par ailleurs, 38 ateliers de formation et de conseil ont été menés dans 29 pays ([programme de renforcement des capacités du CELV](#)), et la 3^e édition de l'[Académie d'été](#) pour les formateurs d'enseignants

de langues, cofinancée par la Commission européenne, a connu son plus grand succès à ce jour.

Au total, plus de 1 000 professionnels de l'éducation linguistique ont bénéficié directement de ces opportunités de développement professionnel, et environ 1 700 personnes supplémentaires ont participé via des webinaires. Plus de 150 000 [ressources du CELV](#) ont été téléchargées depuis le site.

Le [site de la Journée européenne des langues](#) a enregistré plus de 4 millions de visiteurs en septembre 2024, soit une augmentation de 93 % par rapport à 2023, avec un engagement exceptionnel autour de la devise 2024 : « Des langues pour la paix ».

Plus de 400 activités ont été inscrites dans le [calendrier dédié](#), et plus de 5 000 créations de T-shirts ont été soumises par des écoles de plus de 60 pays dans le cadre du [concours JEL](#).

L'année s'est conclue par un Think Tank important à l'intention des décideurs et des formateurs d'enseignants, portant sur le défi de la [motivation dans l'apprentissage des langues](#). Organisé dans le cadre de l'accord de coopération du CELV avec la Commission européenne et soutenu par le [Forum des réseaux professionnels](#) du CELV (FRP), qui regroupe 16 ONG internationales, l'événement a été suivi par la 14^e réunion annuelle du FRP.

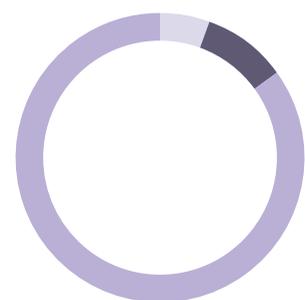
Ce Think Tank a débouché sur la décision de rédiger un « Manifeste de la motivation », identifiant les obstacles à la motivation des apprenants en langues — notamment pour les langues autres que l'anglais — ainsi que les réponses à apporter aux niveaux des politiques, de la formation des enseignants, de la recherche et de la pédagogie en classe.

Deux programmes ont été lancés en 2024 : le Programme de politique linguistique et le 7^e programme à moyen terme du CELV.

La [Recommandation CM/Rec\(2022\)1 sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle](#) constitue le cadre commun des deux programmes : le premier fournit un soutien sur mesure aux décideurs et autorités publiques, le second se concentre sur la mise en œuvre des politiques et le développement professionnel des acteurs de l'éducation linguistique.

Les synergies entre les deux programmes ont été renforcées par la création du Groupe consultatif sur la politique linguistique (LPAG), placé sous l'égide du CDEDU et du Conseil de direction du CELV, chargé de fournir des orientations en matière de politique linguistique, tout en assurant la cohérence avec les priorités stratégiques du programme Éducation.

Le LPAG a tenu sa première réunion officielle en avril 2024.



38 ATELIERS NATIONAUX DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS 29 PAYS

- 150 000+ RESSOURCES ECML TÉLÉCHARGÉES
- 1 000+ PROFESSIONNELS ONT PARTICIPÉ À DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT
- 1 700 PARTICIPANTS SUPPLÉMENTAIRES VIA LES WEBINAIRES

JOURNÉE EUROPÉENNE DES LANGUES

+93%

4 MILLIONS DE VISITEURS SUR LE SITE WEB (↗ DEPUIS 2023).

+400

ÉVÉNEMENTS INSCRITS AU CALENDRIER EDL.



Enseignement de l'histoire

PILIER 1
RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE
ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

PILIER 2
RENFORCER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE
ET LA RÉACTIVITÉ DE L'ÉDUCATION

En 2024, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Convention culturelle européenne, le Conseil de l'Europe a réaffirmé son engagement en faveur de l'enseignement de l'histoire comme composante essentielle de la culture de la démocratie. Dans un contexte marqué par la désinformation, l'instrumentalisation du passé, les technologies numériques et la polarisation croissante, la Division de l'enseignement de l'histoire a recentré ses actions sur le développement, chez les jeunes, des compétences nécessaires pour rechercher les faits, comprendre des points de vue multiples et exercer leur pensée critique.

Programme intergouvernemental sur l'enseignement de l'histoire

Le troisième Forum annuel sur l'enseignement de l'histoire, consacré au thème « Renforcer la conscience et la culture historiques par le biais de l'enseignement supérieur : menaces et défis », s'est tenu du 15 au 17 mai 2024 à Bologne. Les Forums réunissent des autorités publiques, enseignants, apprenants, chercheurs, associations et représentants de l'enseignement formel et non formel, offrant une plateforme d'échanges sur les enjeux clés dans le domaine de l'enseignement de l'histoire. Dans le cadre du programme « Mémoire de la Shoah et prévention des crimes contre l'humanité », la Division de l'enseignement de l'histoire a représenté le Conseil de l'Europe au sein de plusieurs comités et réunions plénières de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

L'un des sujets majeurs abordés a été la hausse actuelle de l'antisémitisme dans les sociétés

européennes et la manière dont cette question est traitée dans les établissements scolaires. Le projet « Sauvegarder les sites » a continué de mettre en lumière l'importance de la protection des sites historiques en tant que lieux de commémoration et d'éducation.

Des dates clés ont également été commémorées, telles que la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, le 27 janvier, et le 80^e anniversaire de la Journée européenne de commémoration de l'Holocauste des Roms, le 2 août. En 2024, un nouveau groupe de travail du Comité directeur a été créé avec pour objectif principal la rédaction d'une nouvelle recommandation sur l'enseignement de l'histoire, prenant en compte les enjeux contemporains tels que l'impact de la numérisation.

Dans ce contexte, l'importance continue de l'enseignement de l'histoire pour les États membres a été discutée lors de la réunion plénière du CDEDU du 11 octobre.

L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe



- ÉTATS MEMBRES
- ÉTATS OBSERVATEURS



Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE)

La publication du premier [rapport général sur l'état de l'enseignement de l'histoire en 2024](#) a constitué une étape importante dans les travaux de l'OHE, renforçant sa réputation en tant que source crédible dans ce domaine en Europe, et en tant qu'acteur clé dans la lutte contre la désinformation historique.

Notamment, l'OHE a soutenu les médias français en vérifiant des affirmations portant sur les manuels d'histoire ukrainiens, ciblés par une campagne de désinformation russe.

Cette position renforcée a suscité un intérêt accru de plusieurs pays, amenant le Monténégro

et la République slovaque à rejoindre l'OHE en tant qu'observateurs, et l'Ukraine à devenir membre à part entière en juin 2024.

Tout au long de l'année, l'OHE a organisé une série d'événements de sensibilisation en collaboration avec ses membres et États observateurs, abordant des thématiques variées : enseignement de l'histoire dans les contextes post-conflit, héritages d'événements historiques nationaux et mémoire collective, antisémitisme et antitsiganisme, ainsi que l'enseignement des histoires minoritaires et sous-représentées.

HISTOLAB — Laboratoire de coopération et d'enseignement de l'histoire transnationale

LE PROJET CONJOINT « HISTOLAB » ENTRE LE CONSEIL DE L'EUROPE ET L'UNION EUROPÉENNE S'EST DÉROULÉ D'AVRIL 2022 À OCTOBRE 2024 ET A PERMIS D'ATTEINDRE LES RÉSULTATS SUIVANTS.

1 Facilitation d'un dialogue multipartite sur l'enseignement de l'histoire, en ligne et en présentiel

Le Digital Hub et les Journées européennes de l'innovation en matière d'enseignement de l'histoire ont permis des échanges essentiels pour faire progresser l'enseignement de l'histoire. Le Digital Hub, qui constitue un héritage durable du projet, réunit aujourd'hui 225 membres d'HISTCONNECT, informe plus de 430 abonnés par le biais de bulletins d'information, et met à jour en continu des ressources pédagogiques. Les Journées de l'innovation ont mis l'accent sur les questions de minorités et l'égalité de genre, favorisant des discussions autour des valeurs du Conseil de l'Europe. En 2023 et 2024, ces événements ont rassemblé 280 participants, offrant aux décideurs des pistes pour réévaluer les programmes scolaires et encourager l'innovation dans le domaine.

HISTOLAB DIGITAL HUB

225 MEMBRES DU HUB



215 RESSOURCES



430 INSCRITS AUX NEWSLETTERS



263 ÉVÉNEMENTS, APPELS ET AUTRES CONTENUS LIÉS À L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE PUBLIÉS SUR LE TABLEAU D'AFFICHAGE

2 ÉDITIONS DES JOURÉES DE L'INNOVATION | 2023 & 2024

RAPPORTS SUR LES PRATIQUES INNOVANTES

13 ÉCOLES LAURÉATES DU PRIX

450+ ÉTUDIANTS CANDIDATS À LA BOURSE HISTOLAB

2 Promotion de la multiperspectivité et de l'inclusivité dans l'enseignement de l'histoire

Sept tutoriels HISTOLAB ont été réalisés, mettant en lumière l'histoire des Roms, l'égalité de genre, les minorités sociales et ethniques, ainsi que des pratiques pédagogiques innovantes permettant de rendre ces contenus plus accessibles aux élèves. Ces tutoriels, ainsi que la boîte à outils pour les cours d'histoire (Déconstruire les fake news et encourager la pensée critique) et la publication de la bourse HISTOLAB (Renouveler l'enseignement de l'histoire pour défendre la démocratie), soutiennent les stratégies du Conseil de l'Europe en matière d'inclusion, de culture de la démocratie et de lutte contre la désinformation.

3 Invitation du grand public et des élèves à réfléchir à l'innovation dans l'enseignement de l'histoire

Le Digital Hub reste accessible au public, garantissant un accès libre à tous les résultats du projet. Les Journées de l'innovation étaient ouvertes à une participation internationale, permettant à chacun d'intervenir ou d'assister selon la pertinence de son projet. Bien que la boîte à outils et les tutoriels soient destinés aux enseignants, ils abordent des enjeux d'intérêt général tels que la diversité de genre, les histoires des minorités et l'approche multiperspectivité. Le Prix HISTOLAB mettait l'accent sur l'innovation menée par les élèves dans l'enseignement de l'histoire, en favorisant la pensée critique et l'engagement créatif. En deux ans, 450 projets ont été soumis et 13 lauréats issus de 10 pays ont été récompensés.

4 PUBLICATIONS DE TITULAIRES DE BOURSE

7 TUTORIELS HISTOLAB

1 BOÎTE À OUTILS POUR LES COURS D'HISTOIRE

Transformation numérique

PILIER 3
FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION GRÂCE
À UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE
FONDÉE SUR LES DROITS DE L'HOMME

En 2024, le projet sur l'éducation à la citoyenneté numérique (ECN) s'est concentré sur la revue de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2019)10 sur le développement et la promotion de la citoyenneté numérique, sur la préparation de l'Année européenne de l'ECN en 2025, sur le développement du Planificateur ECN, ainsi que sur la promotion des cours en ligne ECN, en évaluant l'impact de la série d'animation Digi-Nauts. En parallèle, les travaux sur la culture du jeu vidéo ont été encouragés et la coopération avec les secteurs civil et privé s'est poursuivie.

Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2019)10

Dans sa Recommandation CM/Rec(2019)10 aux États membres sur le développement et la promotion de l'éducation à la citoyenneté numérique, adoptée le 21 novembre 2019, le Comité des Ministres recommande aux gouvernements des États membres :

« D'examiner la mise en œuvre de la présente recommandation, y compris les lignes directrices figurant en annexe, au sein du Comité des Ministres, au moins tous les cinq ans, ou à intervalles plus rapprochés si nécessaire . . . »

Conformément à cette disposition, le Comité des Ministres a chargé le CDEDU d'examiner la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2019)10 dans le cadre du programme 2024–2027, et lui a demandé de soumettre un projet de rapport d'évaluation d'ici fin 2024.

Dans ce contexte, le Service de l'éducation a mandaté deux cabinets de conseil pour réaliser une étude documentaire et une enquête.

Cette évaluation vise à analyser la mise en œuvre de la Recommandation dans l'ensemble des États membres et servira de base pour évaluer l'impact de

l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique en 2025. L'étude documentaire s'est déroulée à deux niveaux, international et national, afin d'identifier les actions des États membres en lien avec la Recommandation.

Au niveau international, les chercheurs ont examiné les stratégies, politiques, recommandations et initiatives du Conseil de l'Europe et d'autres organisations européennes et internationales (par ex. Union européenne, UNESCO, OCDE) en lien avec les concepts et principes de l'ECN, susceptibles d'influencer les politiques nationales.

Au niveau national, l'étude a permis d'évaluer dans quelle mesure chaque disposition de la Recommandation est appliquée dans chaque État membre, en identifiant les informations et sources pertinentes.

Enfin, les résultats obtenus au niveau national ont été validés par une enquête en ligne remplie par les autorités nationales membres du CDEDU. Chaque répondant a reçu les informations collectées pour son pays à partir de l'étude documentaire, pour chaque disposition de la Recommandation, et a été invité à vérifier, valider ou mettre à jour les éléments identifiés.

29 États membres

Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Serbie, République slovaque, Espagne, Suisse, Türkiye, Ukraine ont soumis des réponses.

Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025

À la suite de l'adoption de la Résolution sur l'instauration d'une Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique en 2025, lors de la 26^e Session de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation, le Comité des Ministres a confié au Comité directeur de l'éducation (CDEDU) l'organisation et l'évaluation de cette Année européenne 2025.

L'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 constitue une opportunité unique pour renforcer la visibilité et l'impact de cette thématique et réaffirmer sa valeur. Cette année désignée offrira une plateforme stratégique pour que les parties prenantes – issues des secteurs public, privé et de la société civile – puissent collaborer, fixer des objectifs communs et partager des pratiques porteuses de sens. L'Année européenne 2025 donnera un nouvel élan au développement et à la promotion de l'éducation à la citoyenneté numérique (ECN), et contribuera à l'inscrire comme priorité dans les systèmes éducatifs des États membres du Conseil de l'Europe.

Le réseau des promoteurs de l'ECN s'étend à 31 États membres en 2024

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DU CADRE

 [GUIDE COMPLET ET SIX BROCHURES](#)

 [STRATÉGIE DE COMMUNICATION](#)

 [CAMPAGNE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX](#)

 [BOÎTE À OUTILS POUR LA CAMPAGNE](#)

 [ANNONCE TÉLÉVISÉE](#)

 [PLAN DE SUIVI ET D'ÉVALUATION](#)

 [SITE WEB DÉDIÉ](#)

Réseau de Promoteurs ECN

Le Réseau des Promoteurs de l'ECN est dédié à la promotion des principes de l'éducation à la citoyenneté numérique, à la contribution à l'élaboration de politiques publiques, ainsi qu'à la participation à des actions de sensibilisation. Le réseau collabore également à l'élaboration de nouveaux instruments politiques, de lignes directrices et de ressources à l'attention des enseignants et des parties prenantes. En 2024, le Réseau a tenu dix réunions (une en présentiel et neuf en ligne).

La 7^e réunion plénière du Réseau s'est déroulée les 12 et 13 juin 2024 à Strasbourg. Cette rencontre a marqué le 5^e anniversaire du Réseau et a rassemblé des Promoteurs de l'ECN issus de 24 États membres, afin de lancer les préparatifs de l'Année européenne 2025. À la suite de cette réunion plénière, les Promoteurs de l'ECN ont soumis 62 activités à mettre en œuvre dans le cadre de l'Année européenne 2025. Les activités proposées comprennent des formations pour enseignants, la création et l'adaptation de ressources, des actions de sensibilisation, des activités de recherche, ainsi que des initiatives spécifiques visant à renforcer l'intégration de l'ECN dans les champs de l'éducation formelle et non formelle.

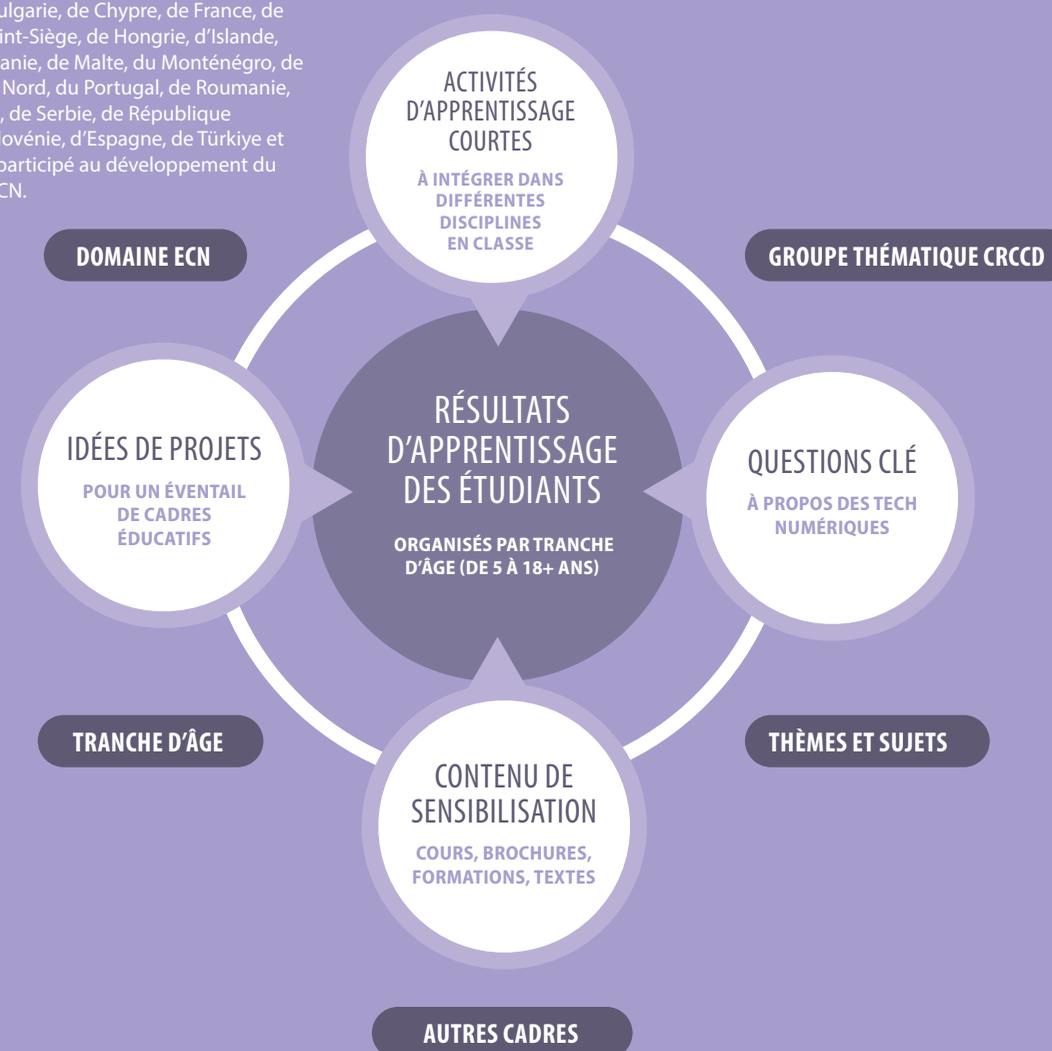
Planificateur ECN

Le Planificateur ECN est un outil éducatif polyvalent conçu pour aider les États membres à améliorer les pratiques et à intégrer l'éducation à la citoyenneté numérique dans leurs programmes scolaires nationaux.

Au cœur de cet outil se trouve un ensemble de résultats d'apprentissage ECN applicables aux tranches d'âge de 5 à 18 ans. Ces résultats sont classés par domaines numériques et organisés de manière progressive selon les niveaux d'enseignement, chaque niveau s'appuyant sur le précédent, conformément au principe en spirale du développement curriculaire. Cet ensemble de résultats d'apprentissage constituera le cadre de base à partir duquel sera construite la deuxième composante de l'outil : une base de données orientée vers la pratique.

MODÈLE – Cadre curriculaire ECN

Des experts d'Albanie, d'Arménie, d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie, de Chypre, de France, de Géorgie, du Saint-Siège, de Hongrie, d'Islande, d'Italie, de Lituanie, de Malte, du Monténégro, de Macédoine du Nord, du Portugal, de Roumanie, de Saint-Marin, de Serbie, de République slovaque, de Slovénie, d'Espagne, de Türkiye et d'Ukraine ont participé au développement du Planificateur ECN.



Le planificateur ECN sera piloté dans le cadre de l'Année européenne 2025.

- ↳ Questions mettant en évidence les points clés de discussion dans différents domaines de la citoyenneté numérique.
- ↳ Activités d'apprentissage courtes pour intégrer l'ECN dans diverses disciplines scolaires.

- ↳ Suggestions de projets à mettre en œuvre dans divers contextes éducatif.
- ↳ Contenus d'information et de sensibilisation (brochures, fiches d'information, etc.).

62 ACTIVITÉS SOUMISES

FORMATION DES ENSEIGNANTS

SENSIBILISATION

EFFORTS D'INTÉGRATION DE L'ECN

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DES RESSOURCES

RÉUNIONS ORGANISÉES EN 2024

9 EN LIGNE
1 EN PERSONNE



Série animée Digi-Nauts

La série animée Digi-Nauts, publiée en 2023, vise à aborder les enjeux liés à la citoyenneté numérique avec des enfants jusqu'à l'âge de 9 ans, à la fois en classe et à la maison. Chaque épisode de la série, actuellement au nombre de trois, dure jusqu'à 3 minutes et est accompagné de quatre activités publiées en ligne dans le [Cahier d'activités Digi-Nauts](#), conçu pour aider les enfants à s'approprier et mettre en pratique les concepts présentés dans les vidéos.

Les vidéos, les activités et le [guide pédagogique](#) ont été élaborés à la suite d'une analyse approfondie des concepts et activités proposés dans les programmes scolaires pour ce groupe d'âge, et avec la participation d'enseignants expérimentés. Les contenus ont tous été testés auprès d'enfants et d'enseignants, en français et en anglais, avant leur publication.

Les activités sont destinées à être réalisées en classe ou à la maison après le visionnage de l'épisode correspondant. Elles visent à clarifier les messages-clés, à encourager la discussion autour des notions de citoyenneté numérique, et à renforcer l'apprentissage. La série met en scène cinq personnages différents, pensés pour souligner l'unicité de chacun et faciliter l'engagement d'enfants issus de milieux très diversifiés.

Pour évaluer l'impact et l'utilité de la série Digi-Nauts, 13 sessions ont été organisées avec des enfants, en classe et à domicile, entre mai et juillet 2024, dans cinq pays : la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Türkiye et le Royaume-Uni.

Les principales conclusions de l'évaluation d'impact peuvent être résumées sous trois grands axes :

ENFANTS

Les enfants s'attachent fortement aux personnages de Digi-Nauts, mais souhaitent en savoir davantage à leur sujet. Mieux connaître les personnages leur permet de relier plus facilement les messages transmis dans les aventures des Digi-Nauts à leur propre vécu.

ACTIVITÉS

Les activités et discussions suscitées par les épisodes de Digi-Nauts correspondent bien aux exigences des programmes scolaires et contribuent au développement des compétences en matière de citoyenneté numérique.

ENSEIGNANTS

Les enseignants se montrent enthousiastes à l'idée d'utiliser les ressources Digi-Nauts avec leurs élèves. Ils les considèrent comme des ressources faciles à utiliser, adaptées aux enfants, bien intégrées dans les programmes scolaires, dans un domaine où peu de ressources sont actuellement disponibles. Ils souhaiteraient toutefois disposer de brèves notes d'introduction pour accompagner chaque épisode.

À la suite des résultats positifs de cette évaluation d'impact, le Service de l'éducation a produit un quatrième épisode, consacré à la vie privée et à la sécurité.

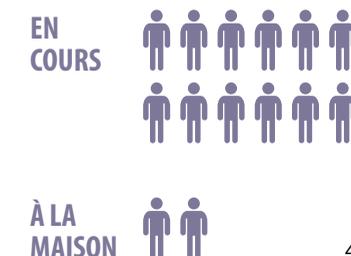
AUDIENCE TOTALE PAR PAYS



AUDIENCE TOTALE PAR ÂGE



AUDIENCE PAR CONTEXTE



Culture du jeu vidéo

L'initiative du Conseil de l'Europe sur la culture du jeu vidéo continue de promouvoir une culture vidéoludique positive, inclusive et efficace pour les apprenants de tous âges.

En 2024, le projet a été présenté avec succès lors d'une série d'événements mettant en valeur la dimension éducative des jeux vidéo et leur utilisation dans la promotion de la citoyenneté numérique. Plus particulièrement, les membres du Groupe de travail sur la culture du jeu vidéo ont participé à l'un des plus grands événements mondiaux du secteur, afin de présenter les travaux du Service de l'éducation et de souligner le potentiel des jeux vidéo pour promouvoir les valeurs démocratiques et la citoyenneté numérique. Fort de cette dynamique, l'initiative prévoit de poursuivre son développement, de créer de nouvelles ressources et de renforcer les collaborations avec les acteurs du secteur, les enseignants et les décideurs politiques, afin d'intégrer davantage les jeux vidéo comme outils d'éducation à la citoyenneté numérique, de développement de l'esprit critique et de transmission des valeurs démocratiques auprès des jeunes.



Cours en ligne ECN

En 2024, les cours en ligne ECN ont été promus sur les réseaux sociaux du Conseil de l'Europe, en étroite collaboration avec la Direction de la communication. Cette campagne a permis à 787 personnes de s'y inscrire.



INSCRIPTION

- Désinformation
- Cyberharcèlement
- Accès et inclusion
- Questions controversées
- Éducation à la citoyenneté numérique et discours de haine en ligne
- Qu'est-ce que l'éducation à la citoyenneté numérique ?

Intelligence artificielle et éducation

Un rapport complet, fondé sur les données recueillies via une enquête du Conseil de l'Europe sur « [L'état de l'intelligence artificielle et de l'éducation en Europe](#) », a été publié en 2024.

Le rapport souligne que, si de nombreux pays européens adoptent des stratégies générales sur l'IA, peu disposent encore de politiques spécifiques à l'IA dans le domaine de l'éducation. Il met en évidence la nécessité d'une intégration de l'IA fondée sur des valeurs, respectueuse des droits humains et de l'éthique, et recommande de renforcer la maîtrise des outils d'IA et les mécanismes de régulation.

À la suite de la 26^e Conférence permanente des ministres de l'Éducation, une [étude préparatoire sur l'élaboration d'un instrument juridique pour encadrer l'usage des systèmes d'intelligence artificielle dans l'éducation](#) a été mandatée. Cette étude expose les fondements de l'instrument proposé dans la Résolution mentionnée, et souligne la nécessité d'une approche réglementaire qui favorise l'apprentissage, protège les droits de l'enfant, et soutient les objectifs plus larges de l'éducation, en comblant les lacunes des cadres régionaux et internationaux existants.

Une boîte à outils politique intitulée « Enseigner avec et sur l'intelligence artificielle » a également été développée, en tant que guide pratique à l'intention des décideurs et enseignants, pour intégrer l'IA de manière responsable et éthique dans les systèmes éducatifs. Elle vise à promouvoir la maîtrise des outils d'IA, aider à comprendre les potentiels et risques de la technologie, et établir des principes fondamentaux en vue d'une future recommandation du Comité des Ministres.

En parallèle, dans le prolongement de l'article du Conseil de l'Europe « [Vers un cadre européen d'évaluation des systèmes EdTech basés sur l'IA](#) », une étude de faisabilité a été menée pour créer un Cadre européen de référence permettant

d'évaluer les technologies éducatives, y compris les systèmes basés sur l'IA. Ce cadre vise à établir des critères d'évaluation clairs, pour garantir la sécurité, la transparence et l'inclusivité de ces outils.

Les 24 et 25 octobre 2024, le Conseil de l'Europe a organisé sa 2^e Conférence de travail sur l'IA et l'éducation, intitulée : « [Réglementer l'usage des systèmes d'IA dans l'éducation](#) », réunissant des experts désignés par les gouvernements, des universitaires et des représentants de la société civile afin d'approfondir les initiatives menées par le Service de l'éducation. 130 participants ont pris part à des sessions interactives en présentiel.

Les échanges ont souligné la nécessité d'une approche équilibrée de l'IA en éducation : complémentarité avec l'enseignement traditionnel, accès équitable, et renforcement des compétences des enseignants en maîtrise des outils d'IA et en formation. Les participants ont soutenu le développement de la boîte à outils politique et ont mis en avant l'utilité d'un cadre de référence pour accompagner la communauté éducative.

Les recommandations principales ont appelé à la création d'un cadre réglementaire dédié à l'IA dans l'éducation, afin de protéger les droits des enfants, soutenir les valeurs du Conseil de l'Europe, et garantir une mise en œuvre équitable et fondée sur des données probantes, grâce à la coopération internationale.

Conscients des lacunes des cadres existants, le Conseil de l'Europe a publié un article sur la régulation de l'intelligence artificielle dans le domaine de l'éducation, soulignant la nécessité d'une réglementation portée par le Conseil, en s'appuyant sur les résultats de la 2^e Conférence de travail sur l'IA.

PROGRAMMES DE COOPÉRATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

PILIER 1
RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE
ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

PILIER 2
RENFORCER LA RESPONSABILITÉ
SOCIALE ET LA RÉACTIVITÉ
DE L'ÉDUCATION



Albanie

Le projet « Renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie » est mis en œuvre par le Conseil de l'Europe et financé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida). Il se poursuivra jusqu'en 2026.

Un budget total de 2 259 700 € a été alloué. Ce projet vise à élever le niveau de l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie, en l'alignant sur les valeurs fondamentales et la vision du Conseil de l'Europe.

Mise en œuvre de la boîte à outils EDURES et renforcement de l'éducation aux droits humains

Le projet a contribué à la mise en œuvre de l'objectif de la Stratégie nationale de l'éducation visant à garantir un environnement scolaire sûr et bienveillant, en testant la boîte à outils du Conseil de l'Europe « Education en temps d'urgence et de crise » (EDURES) en Albanie. Les résultats de cette phase pilote seront présentés au CDEDU en mars 2025, afin d'encourager d'autres États membres à adopter EDURES.

Le projet a également soutenu l'intégration de l'éducation aux droits humains dans les programmes de formation des enseignants à l'Université "Aleksandër Xhuvani" d'Elbasan. Un nouveau cours, intitulé « Introduction à l'éducation aux droits humains », a été intégré aux programmes de bachelor en éducation préscolaire et en éducation primaire, accompagné de nouveaux plans de cours pour les deux filières.

Gouvernance scolaire démocratique et participation

L'initiative de gouvernance scolaire démocratique a permis de constituer un réseau solide de 75 écoles démocratiques et inclusives réparties dans 23 villes albanaises. En collaboration avec le ministère de l'Éducation et des Sports, 17 laboratoires de culture de la démocratie sont en cours d'implantation dans des écoles primaires et secondaires, afin de

favoriser la participation démocratique et la pensée critique. Pour encourager l'engagement des élèves, la plateforme innovante de vote électronique I-Vote a été introduite dans plusieurs écoles pilotes pour organiser les élections des conseils d'élèves. Le succès de cette initiative a été mis en avant lors du Forum mondial de la démocratie (FMD) à Strasbourg en novembre 2024, illustrant les avancées de l'Albanie en matière d'éducation à la citoyenneté.

Tirer les leçons du passé et promouvoir la non-violence

L'initiative « Tirer les leçons du passé », menée en partenariat avec l'Autorité pour l'information sur les documents de l'ex-sécurité d'État (AIDSSH), a contribué de manière significative au développement de la pensée critique et à la compréhension de l'histoire. Un module de formation pour les enseignants intitulé « Renforcer la pensée critique et tirer les leçons du passé » ainsi que des lignes directrices pour les élèves sur « Comment se préparer à visiter des lieux de mémoire et des anciennes prisons de régimes dictatoriaux » ont été élaborés. En 2024, près de 400 élèves y ont participé.

L'initiative « Zéro violence », menée en partenariat avec l'Institut suédois, promeut des pratiques éducatives non violentes dans l'éducation des enfants. Lancée à Tirana en novembre 2024 puis étendue à Durrës, elle a touché, en un mois seulement, 500 élèves, enseignants et autres acteurs éducatifs dans des écoles secondaires.

Autonomiser les enseignants et les élèves

Un programme de mentorat a permis à plus de 1 200 élèves, enseignants et membres de la communauté issus de 9 écoles pilotes en zones urbaines et rurales de se mobiliser contre le harcèlement et la violence, à travers des initiatives menées par les élèves eux-mêmes.

Le réseau TeacherNet, une communauté de 400 enseignants engagés dans la promotion des valeurs démocratiques, est resté activement impliqué dans les différentes activités du projet. Quatre modules de formation du Conseil de l'Europe (LEMON) ont été accrédités par l'Agence pour l'assurance qualité de l'éducation préuniversitaire (ASCAP).

En 2024, ces modules ont bénéficié à 600 enseignants, à travers des sessions de formation en ligne et en présentiel, incluant à la fois des participants des écoles pilotes et des enseignants à l'échelle nationale.

BUDGET TOTAL

2.259.700 €





Bosnie-Herzégovine

L'action « Une éducation de qualité pour tous – Bosnie-Herzégovine » s'inscrit dans le cadre du programme conjoint Union européenne / Conseil de l'Europe intitulé « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye ». Mené de janvier 2023 à décembre 2026, ce projet vise à améliorer la qualité de l'éducation en intégrant la culture de la démocratie et en luttant contre les discriminations. Doté d'un budget total de 750 000 €, il joue un rôle essentiel dans la promotion d'une éducation inclusive et démocratique dans tout le pays. Le projet est conforme aux standards européens et cherche à renforcer la coordination entre les ministères de l'Éducation concernés et les parties prenantes en Bosnie-Herzégovine. Grâce à une collaboration étroite avec l'Union européenne, les Nations Unies et l'OSCE, il contribue à l'élaboration de plans d'action pour le développement d'une éducation de qualité.

Discussions de haut niveau pour intégrer le CRCCD dans le système éducatif

Le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine (BiH) s'est réuni pour examiner les résultats du projet, et plus particulièrement l'état de mise en œuvre des Recommandations politiques assorties d'une feuille de route pour améliorer l'éducation inclusive. Un soutien total a été exprimé en faveur de l'intégration du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) dans les systèmes éducatifs de BiH, témoignant d'un engagement clair en faveur d'une mise en œuvre effective des politiques d'éducation inclusive.

BUDGET TOTAL

750.000 €

Renforcement des capacités des enseignants

La montée en compétences des enseignants et du personnel scolaire en vue de la mise en œuvre effective des objectifs de la feuille de route est clairement observable grâce à des initiatives ciblées. Au total, 760 enseignants, chefs d'établissement et autres membres du personnel scolaire issus de neuf écoles pilotes ont été outillés pour promouvoir la culture de la démocratie au sein de leurs établissements. Une série de sessions de renforcement de capacités approfondies a été organisée pour mieux faire comprendre le CRCCD et accroître la capacité des écoles pilotes à devenir de véritables centres de ressources pour la culture scolaire démocratique. Ces centres continueront à fonctionner de manière autonome pour promouvoir une éducation de qualité pour tous, à travers le mentorat entre pairs : entre écoles, enseignants et centres de ressources, favorisant ainsi l'éducation à la démocratie et aux droits humains.

Géorgie

La 2^e phase du projet « La démocratie commence à l'école – Faire participer les élèves aux processus de prise de décision dans les écoles et les communautés » a été lancée en janvier 2024, pour une durée de quatre ans, dans le cadre du Plan d'action Conseil de l'Europe – Géorgie 2024/2027. Ce projet, financé par une contribution volontaire de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) à hauteur de 1 500 000 €, vise à soutenir la participation des élèves aux processus décisionnels dans les écoles et les communautés en Géorgie. Il constitue un levier clé pour développer chez les apprenants des compétences pour une culture de la démocratie, en conformité avec les normes du CdE.

Analyse des écarts entre politiques et pratiques en matière de gouvernance démocratique

Une analyse des lacunes dans les politiques et les pratiques relatives à la participation des élèves dans les écoles et les communautés a été réalisée. Le rapport final d'analyse des écarts sera publié au début de l'année 2025 et servira de base aux activités du projet pour les années à venir.

Formation des directeurs d'école

À la suite de l'élection de nouveaux directeurs d'école, le Conseil de l'Europe a engagé des discussions avec le ministère de l'Éducation et des Sciences de Géorgie ainsi qu'avec le Centre national pour le développement professionnel des enseignants (NCTPD), afin d'intégrer les principes de gouvernance scolaire démocratique dans le programme de formation des nouveaux directeurs. Ces principes ont été introduits dans trois modules de formation utilisés par le NCTPD pour former les directeurs dans l'ensemble du pays.

BUDGET TOTAL

1.500.000 €

Autorisation des établissements

En collaboration avec le Centre national pour le renforcement de la qualité de l'éducation (EQE), une structure relevant du ministère de l'Éducation et des Sciences de Géorgie, le Conseil de l'Europe a élaboré et animé des ateliers sur les Lignes directrices relatives à la participation des élèves à la gouvernance scolaire démocratique, développées lors de la première phase du projet. Ces ateliers ont été dispensés à environ 80 experts de l'EQE engagés dans le processus d'autorisation des écoles en cours.

Soutien aux écoles dans la mise en œuvre de la gouvernance scolaire démocratique

Entre octobre et novembre 2024, le Conseil de l'Europe a mené des visites et ateliers dans 61 écoles géorgiennes, en partenariat avec le ministère de l'Éducation et des Sciences. Ces écoles bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour mettre en œuvre la gouvernance scolaire démocratique. Des données de référence ont été recueillies et des plans d'action provisoires élaborés, qui seront mis en œuvre en 2025 avec un appui continu.



République de Moldova

En 2023, le Conseil de l'Europe a lancé la Phase II du projet « Éducation à la démocratie en République de Moldova », dans le cadre du Plan d'action Conseil de l'Europe – République de Moldova 2021–2024. Ce projet, financé par une contribution volontaire de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) à hauteur de 1 100 000 €, joue un rôle essentiel dans le renforcement du système éducatif moldave, afin de préparer les élèves à devenir des citoyens engagés, porteurs des valeurs européennes communes, notamment dans le contexte des efforts d'intégration du pays à l'Union européenne.

Compétences pour la culture de la démocratie dans l'enseignement et la formation professionnels (EFP)

En 2024, le Conseil de l'Europe a poursuivi sa collaboration avec le ministère de l'Éducation et des Sciences ainsi qu'avec des experts nationaux et internationaux pour développer le programme du cours d'éducation civique intitulé « Éducation pour la société », destiné à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP). Ce nouveau programme a été adopté par le ministère et introduit dans l'ensemble des écoles d'EFP à partir de septembre 2024.

En parallèle, le Conseil de l'Europe a organisé des sessions de formation à destination des enseignants en éducation civique en EFP et a soutenu l'élaboration de guides pédagogiques pour enseigner ce programme dans différents contextes d'EFP. Ces guides font l'objet d'une phase pilote dans les écoles d'EFP durant l'année scolaire 2024–2025.



BUDGET TOTAL

1.100.000 €

NOMBRE D'ÉDUCATEURS FORMÉS POUR LE PROGRAMME "ENSEMBLE POUR LA PAIX"

2815

Intégration transversale des compétences pour la culture de la démocratie

Un objectif clé du projet est de favoriser l'intégration transversale du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) dans différentes disciplines des cycles primaire et secondaire. À la suite d'une visite d'étude sur ce thème en Serbie fin 2023, un groupe d'experts composé de spécialistes moldaves et internationaux en éducation civique et dans d'autres disciplines a été mis en place en 2024 par le Conseil de l'Europe et le ministère de l'Éducation et de la Recherche de Moldova. Ce groupe travaille à l'élaboration de lignes directrices à l'attention des enseignants de diverses disciplines et cycles scolaires, afin de les aider à intégrer les compétences pour la culture de la démocratie à partir des programmes existants. Ce travail se poursuivra en 2025.

Préparation de l'année scolaire 2024–2025

À la demande du ministère de l'Éducation et de la Recherche, le Conseil de l'Europe a soutenu la création d'outils pédagogiques pour la première leçon de l'année scolaire 2024–2025, intitulée « Ensemble pour la paix », proposée dans toutes les écoles primaires et secondaires de Moldova.

Cette leçon, inspirée du Cadre de référence du Conseil de l'Europe, a mis l'accent sur les valeurs de paix et d'unité européennes, dans le contexte de l'intégration européenne du pays et en écho à la guerre en Ukraine.

Le Conseil a appuyé la production de fiches pédagogiques pour les enseignants responsables de classe, ainsi que l'organisation d'ateliers de formation en ligne ayant réuni environ 2 815 chefs d'établissement et enseignants.

Monténégro

PROJET N° 1

Le projet « Une éducation de qualité pour tous » au Monténégro, mené dans le cadre du programme conjoint Union européenne – Conseil de l'Europe « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Turquie », se déroule de 2023 à 2026. Avec un budget de 850 000 €, il vise à promouvoir une éducation inclusive, éthique et non discriminatoire, en mettant l'accent sur les valeurs démocratiques. Il entend également renforcer les mécanismes de réponse en situation d'urgence dans l'enseignement pré-universitaire et supérieur.

Intégrité dans l'enseignement supérieur

Le Code d'éthique de l'Université du Monténégro a été élaboré en conformité avec la loi sur l'intégrité académique, mobilisant des experts pour appuyer le Conseil d'éthique. Une table ronde en septembre 2024 a permis d'échanger sur les pratiques pour lutter contre les violations académiques. Une formation de formateurs a été lancée pour soutenir les instances éthiques dans les établissements d'enseignement supérieur.

Éducation à la citoyenneté inclusive et numérique

Des ateliers sur les compétences numériques et les réseaux sociaux ont permis de sensibiliser enseignants, élèves et parents à un usage responsable du numérique. Une série d'événements a exploré la citoyenneté numérique et les évolutions sociales liées aux technologies. Des formations sur l'éducation inclusive ont renforcé les compétences des enseignants et travailleurs sociaux pour créer des environnements d'apprentissage plus diversifiés et accessibles.

BUDGET TOTAL

850.000 €

Inclusion des étudiants ayant des besoins éducatifs particuliers et promotion de l'égalité

Des ateliers universitaires ont porté sur le soutien aux groupes marginalisés et l'inclusion dans l'enseignement supérieur. À l'Université Méditerranéenne, un accord prévoit le développement de technologies d'assistance pour les étudiants en situation de handicap. La Journée de l'inclusion 2024 a mis en lumière le rôle de l'éducation dans la justice sociale, en lien avec le hackathon « Equal Hack : code pour l'égalité ».

Renforcement de la résilience et de l'éducation

Une enquête nationale sur la résilience scolaire a atteint un taux de réponse de 97 %, fournissant une base de données précieuse pour l'élaboration de politiques. Des conférences régionales à Herceg Novi et Belgrade ont favorisé la coopération sur l'intégration de la culture de la démocratie dans l'éducation.

Technologie et sensibilisation

Un atelier sur l'intelligence artificielle en mai 2024 a exploré les usages éthiques et concrets de l'IA dans l'enseignement supérieur, nourrissant les débats politiques. Une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux est prévue pour lutter contre la discrimination numérique et promouvoir une éducation inclusive.



PROJET N° 2

Le projet « Prévenir le harcèlement et la violence en milieu scolaire », financé par l'Allemagne, a débuté le 1er décembre 2024. D'une durée de 24 mois et doté d'un budget de 500 000 €, il vise à renforcer les dispositifs de protection des enfants contre le harcèlement et la violence entre pairs.

BUDGET TOTAL

500.000 €

Prévenir le harcèlement et la violence en milieu scolaire

Le projet favorise la collaboration, renforce les politiques et développe les capacités à travers des consultations d'experts, réunions de parties prenantes et visites dans des écoles et centres sociaux. Une feuille de route à court, moyen et long terme garantira un impact durable, en promouvant un environnement scolaire sûr et accueillant pour tous.

OBJECTIFS CLÉS

POLITIQUE ANTI-HARCÈLEMENT

Soutenir les décideurs, les éducateurs et les établissements dans la mise en œuvre de politiques de lutte contre le harcèlement..

SÉCURITÉ À L'ÉCOLE

Mener des enquêtes nationales sur la sécurité scolaire et le cyberharcèlement.

PROGRAMMES DE PRÉVENTION

Développer des programmes de prévention fondés sur des données probantes et des services de soutien aux victimes.

Macédoine du Nord

Le projet « Une éducation de qualité pour tous » en Macédoine du Nord vise à intégrer l'éducation aux droits humains et à la démocratie dans les écoles du pays, en cohérence avec la Stratégie nationale de l'éducation (2018–2025). Mis en œuvre de décembre 2022 à novembre 2025, il est financé par l'Allemagne pour un montant de 800 000 €. L'initiative met l'accent sur la promotion d'une éducation inclusive et multiculturelle, tout en valorisant les valeurs démocratiques et le respect des droits humains au sein du système éducatif.

Aperçu du projet et rapport de cartographie

En 2024, le projet a renforcé son objectif de consolider le cadre éducatif national de la Macédoine du Nord, en s'appuyant sur des principes inclusifs et multiculturels. Le rapport de cartographie a proposé une évaluation approfondie de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'éducation, avec un accent sur l'inclusivité, l'éducation multiculturelle, les valeurs démocratiques et les droits humains. Il a consolidé les résultats des phases précédentes, identifié les lacunes persistantes et formulé des recommandations concrètes pour réduire les inégalités d'accès à l'éducation et améliorer sa mise en œuvre.

Parmi les recommandations : renforcer les cadres politiques pour garantir une application cohérente, fournir des formations continues et ciblées aux enseignants, accroître les ressources financières et matérielles dans les écoles sous-financées, encourager des partenariats renforcés avec les communautés locales pour soutenir l'éducation inclusive. L'objectif est de corriger les disparités existantes et d'assurer que les réformes conduisent à un système éducatif plus équitable et démocratique.

Développement professionnel et formation des enseignants

En 2024, le projet a élargi ses efforts de renforcement des capacités avec quatre modules de formation et des sessions de mentorat, bénéficiant à plus de 250 professionnels de l'éducation issus de 25 écoles pilotes. Ces activités ont permis aux enseignants de développer des compétences essentielles pour encourager les valeurs démocratiques et inclusives en classe, améliorant ainsi la culture scolaire et la participation des élèves. Les retours positifs ont mis en évidence l'impact de ces formations sur le développement des compétences pour la culture de la démocratie.

Réforme des programmes et inclusion des Roms

Un jalon important de 2024 a été l'avancement de la réforme des programmes de l'enseignement primaire, avec l'objectif d'y intégrer le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD). Cette réforme constitue une étape décisive vers l'institutionnalisation des valeurs démocratiques dans le système éducatif.



Application de l'arrêt Elmazova c. Macédoine du Nord (CEDH) – Inclusion des Roms

Le projet a également apporté son soutien aux autorités dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Elmazova et autres c. Macédoine du Nord. Bien que cela ne fit pas partie du mandat initial, une série de mesures concrètes ont été entreprises en 2024. Une table ronde s'est tenue en janvier 2024, réunissant des experts, des représentants d'institutions centrales et locales, des établissements scolaires, le Conseil de l'Europe, des institutions nationales de défense des droits humains et la société civile. Les discussions ont porté sur des mesures concrètes pour lutter contre la ségrégation scolaire et renforcer l'intégration des enfants roms dans l'éducation, avec un calendrier d'actions à la clé. Les analyses et recommandations issues de cette rencontre constituent une feuille de route essentielle pour mettre en œuvre l'arrêt à l'échelle locale et garantir le respect des droits des élèves roms.

BUDGET TOTAL

800.000 €

ÉVÉNEMENTS CLÉS

TABLE RONDE SUR L'ARRÊT DE LA COUR DANS L'AFFAIRE ELMAZOVA CONTRE LA MACÉDOINE DU NORD.

TABLE RONDE NATIONALE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ÉDUCATIVE 2018–2025 AVEC LES ÉCOLES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES.

Serbie

PROJET N° 1

Le projet « Une éducation de qualité pour tous » en Serbie s'inscrit dans le cadre du programme conjoint Union européenne – Conseil de l'Europe « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye », pour la période 2023–2026, avec un budget de 1 000 000 €. Il vise à améliorer la qualité de l'éducation en renforçant la culture de la démocratie et l'inclusion au sein du système éducatif formel.

Aperçu du projet

En République de Serbie, le projet est reconnu comme hautement prioritaire (la formation officielle a été inscrite sur la liste du ministre comme étant d'importance nationale), et les décideurs publics se sont approprié les résultats, en finançant directement certaines activités, en proposant des intégrations supplémentaires et en valorisant les acquis. Le projet bénéficie également d'une forte visibilité, notamment grâce à sa portée étendue dans les communautés locales, contribuant à une perception positive de ses effets.

Intégration du CRCCD dans le système éducatif et les programmes scolaires

Le ministère de l'Éducation a financé le recrutement de 20 conseillers externes pour la culture de la démocratie à l'école, sélectionnés au sein de 36 écoles mentors, marquant la création d'une institution dédiée aux conseillers externes.

Il s'agit d'un exemple unique où l'État a pleinement repris le processus en main, devenant l'un des rares États membres à adopter une approche systémique

du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD). En 2024, les efforts ont porté sur l'analyse des descripteurs du CRCCD et leur traduction en résultats d'apprentissage, conformément à la Stratégie nationale de l'éducation. Un groupe de travail financé par l'État a relié les descripteurs du CRCCD aux résultats attendus du curriculum national, en les adaptant au contexte serbe. Ce travail constituera une ressource unique pour l'enseignement de la culture de la démocratie dans l'éducation formelle. Par ailleurs, la ressource officielle de l'autorité éducative serbe pour l'enseignement de la mémoire de la Shoah s'appuie en partie sur le CRCCD.

Commémoration de la fusillade scolaire de Belgrade

En mai 2024, le ministère de l'Éducation de Serbie a commémoré le premier anniversaire de la tragique fusillade dans une école primaire de Belgrade.

La semaine de commémoration, événement central, a été largement construite autour du CRCCD, tel que promu par l'action.

BUDGET TOTAL

1.000.000 €

ÉVÉNEMENTS CLÉS

COMMÉMORATION DE L'ANNIVERSAIRE DE LA TRAGIQUE FUSILLADE SCOLAIRE EN SERBIE

JOURNÉES DE L'ÉDUCATION À LA CULTURE DE LA DÉMOCRATIE

ÉCOLES MENTOR

36

NOUVELLES ÉCOLES

180

Extension de la formation CRCCD à 180 nouvelles écoles

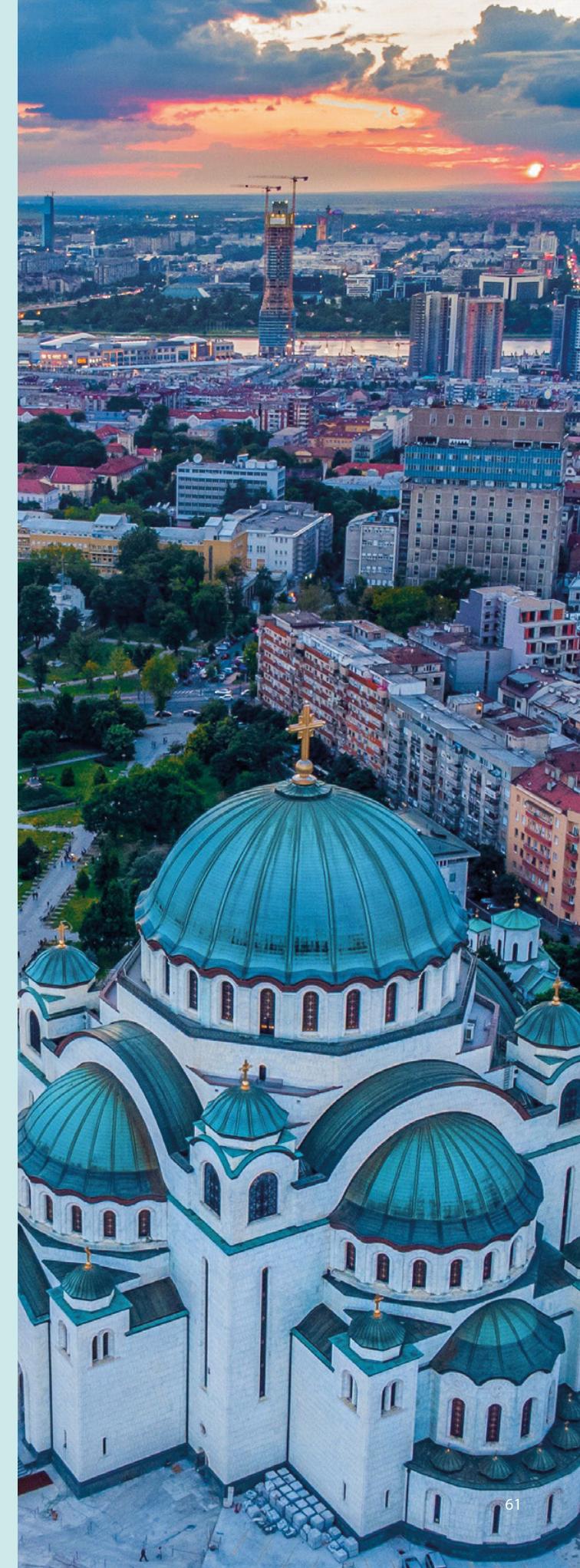
En 2024, les 36 écoles mentors ont assuré la diffusion de la formation au CRCCD à environ 180 nouvelles écoles. L'objectif est d'atteindre plus de 600 écoles participantes d'ici la fin du projet.

Journées de l'éducation à la culture de la démocratie

Une série d'événements ont été organisés par l'ensemble des écoles mentors à l'occasion des Journées de l'éducation à la culture de la démocratie, mobilisant des milliers de participants dans leurs communautés locales.

Intégration du CRCCD à l'université

Le processus d'intégration du CRCCD dans l'enseignement universitaire en Serbie a été lancé en 2024, avec une phase pilote du programme d'études prévue pour l'année académique 2025–2026. Cela permettra d'englober l'ensemble du système éducatif, de l'école primaire à l'enseignement supérieur.



PROJET N° 2

Le projet « Prévenir le harcèlement et la violence entre pairs à l'école » en Serbie vise à créer un environnement scolaire sûr et inclusif, en luttant contre le harcèlement et les violences entre élèves, conformément aux normes et pratiques européennes. Mis en œuvre de janvier 2024 à décembre 2025, il est financé par l'Allemagne avec un budget de 650 000 €. L'initiative s'attache à soutenir les décideurs, les institutions éducatives et les professionnels de l'éducation dans la mise en œuvre des cadres politiques existants, et à renforcer les connaissances et compétences du personnel éducatif pour favoriser un environnement d'apprentissage plus sûr. En combinant réformes politiques, renforcement des capacités des professionnels de l'éducation et mobilisation du public, le projet établit une nouvelle référence en matière de climat scolaire en Serbie.

BUDGET TOTAL

650.000 €

DÉVELOPPEMENT D'UNE MÉTHODOLOGIE

90+ Parties prenantes

ÉDUCATEURS PRÊTS À INTERVENIR FACE AUX PROBLÈMES APRÈS LA FORMATION



PARTICIPANTS À L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LE HARCÈLEMENT ET LES VIOLENCES

77 LYCÉES ET
ÉCOLES
PRIMAIRES

3.000+ ÉTUDIANTS
PARENTS
PERSONNEL SCOLAIRE

Collaboration et partenariats

Le projet bénéficie de solides partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux clés, notamment le ministère de l'Éducation de Serbie, l'Institut pour la qualité et l'évaluation de l'éducation, l'Institut pour l'amélioration de l'éducation et l'Institut de santé mentale, garantissant un alignement avec les priorités nationales et les réformes éducatives.

Élaboration d'une méthodologie approfondie pour collecter des données probantes sur les violences entre pairs, le harcèlement et le bien-être des élèves

Entre avril et octobre 2024, une méthodologie rigoureuse a été développée, avec une structure claire et fiable pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données. Élaborée en consultation avec plus de 90 parties prenantes (décideurs, mentors, chercheurs, professionnels de la santé mentale, partenaires internationaux), cette méthodologie établit une nouvelle norme pour l'élaboration des politiques nationales et permet aux autorités éducatives serbes de mieux lutter contre le harcèlement et les violences entre pairs, tout en garantissant la validité et la fiabilité des résultats.

Outils adaptés : mieux comprendre les violences entre pairs, le harcèlement et le bien-être des élèves

Six questionnaires adaptés ont été développés pour recueillir des données sur le harcèlement, les violences entre pairs (y compris celles fondées sur le genre ou liées au numérique), ainsi que sur le bien-être des élèves. Ces outils prennent en compte les points de vue d'acteurs variés : élèves plus jeunes ou plus âgés, parents et personnel scolaire, pour offrir une compréhension nuancée de l'environnement scolaire.

Tous les instruments ont été traduits dans les langues des minorités, permettant aux élèves de

répondre dans leur langue maternelle, favorisant une collecte de données inclusive, respectueuse de la diversité et améliorant la fiabilité des résultats.

Enquête nationale sur le harcèlement et les violences entre pairs

En 2024, la première enquête nationale sur le harcèlement, les violences entre pairs et le bien-être des élèves a été menée. Elle a permis de recueillir les avis de plus de 3 000 élèves, parents et membres du personnel scolaire dans 77 écoles primaires et secondaires à travers la Serbie. Cette enquête représente la plus vaste étude de ce type menée dans le pays depuis plus de dix ans.

Renforcer le climat scolaire : des formations ciblées pour des écoles plus sûres

Des sessions de formation spécifiques et adaptées ont été organisées pour plus de 150 enseignants, psychologues scolaires et directeurs, axées sur des outils et stratégies pratiques visant à instaurer des environnements de classe sûrs, inclusifs et résilients. Résultat : 90 % des participants se sont déclarés mieux préparés à anticiper des situations problématiques, et favorables à l'utilisation de la méthodologie d'enquête pour améliorer le climat scolaire.

La première enquête nationale sur le harcèlement et les violences entre pairs en Serbie a recueilli les témoignages de plus de 3 000 élèves, parents et membres du personnel scolaire dans 77 établissements, établissant une nouvelle référence pour les réformes éducatives fondées sur des données probantes.

Türkiye

Le projet « Améliorer la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye » est un projet conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, mis en œuvre par le Conseil de l'Europe en coopération avec le Conseil de l'Éducation (BoE) du ministère turc de l'Éducation nationale (MoNE). Ce projet de cinq ans, mis en œuvre de juillet 2024 à juillet 2029, est doté d'un budget total de 5 403 333 €. Il vise à améliorer la qualité de l'enseignement des langues étrangères dans tout le pays, en l'alignant sur les normes internationales, notamment le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et son Volume complémentaire (2020). L'objectif est également de renforcer les capacités du ministère turc à accompagner les enseignants et les apprenants, et de sensibiliser ces derniers au CECR pour une mise en œuvre cohérente et efficace de l'enseignement des langues étrangères.

Une base solide pour bâtir le projet

Pour co-développer ce projet, de larges consultations ont été menées avec le Conseil de l'Éducation du ministère turc de l'Éducation nationale ainsi qu'avec la délégation de l'Union européenne à Ankara, aboutissant à un projet bien conçu et à un engagement ferme entre tous les partenaires. Le projet a officiellement démarré le 12 juillet 2024. Au cours des six premiers mois, l'équipe nouvellement recrutée à Strasbourg et le Bureau du Conseil de l'Europe à Ankara ont assuré le lancement et la mise en œuvre du projet. Cela a inclus la création du Comité de pilotage du projet, composé de 40 membres, représentant le ministère de l'Éducation nationale, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le ministère des Affaires étrangères, la Délégation de l'UE ainsi que des organisations de la société civile. Une réunion

de lancement technique et des réunions de gestion mensuelles ont également été organisées. Avec le soutien de consultants externes, deux rapports ont été élaborés pour servir de base aux activités futures :

- Un profil de politiques linguistiques éducatives,
- Un rapport sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation des langues étrangères dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Engagement politique de haut niveau

Le 4 décembre 2024, la conférence de lancement du projet s'est tenue au Conseil de l'Éducation à Ankara, en présence de plus de 800 participants, parmi lesquels des représentants d'institutions publiques, enseignants de langues étrangères, universitaires, ONG et éditeurs spécialisés dans le secteur éducatif. La participation

du ministre de l'Éducation, des vice-ministres des Affaires étrangères et du Travail, de l'ambassadeur de l'Union européenne et du directeur de la Direction de la démocratie du Conseil de l'Europe a témoigné du soutien politique fort à cette initiative. La première réunion du comité de pilotage s'est également conclue sur un soutien technique et politique unanime de la part de ses membres.

Projet pilote sur l'éducation à la citoyenneté numérique en Türkiye

Ce projet pilote, financé par l'UE et le Conseil de l'Europe, visait à soutenir les efforts du ministère turc de l'Éducation nationale pour intégrer les compétences pour la culture de la démocratie dans le système éducatif. Il vient en complément des résultats obtenus par le projet SCoD « Renforcer la culture de la démocratie dans l'enseignement de base » mené dans le cadre de l'IPA II. L'action a promu les droits humains, les libertés fondamentales et la démocratie à l'école en autonomisant les élèves dans leur présence numérique, afin de favoriser l'inclusion et la tolérance par le biais de l'éducation à la citoyenneté numérique (ECN) au niveau du secondaire inférieur.

Cérémonie de remise des prix – Concours de podcasts sur l'ECN

Un concours de podcasts a été organisé du 29 mars au 30 avril 2024 pour sensibiliser les élèves des écoles pilotes à l'ECN et stimuler leur créativité. 18 podcasts ont été soumis par 14 écoles pilotes. Un jury composé de représentants du ministère de l'Éducation nationale, du Conseil de l'Europe et du monde académique a sélectionné trois lauréats et décerné deux mentions spéciales. Les podcasts primés ont abordé divers aspects de l'ECN : présence en ligne, éthique et empathie, santé et bien-être,

conscience en tant que consommateur. La cérémonie de remise des prix a eu lieu le 28 mai 2024, dans le cadre des 75 ans du Conseil de l'Europe et des 20 ans du Bureau du Conseil de l'Europe à Ankara.

Développement de ressources éducatives

Le projet a considérablement avancé dans l'adaptation de la formation en ligne pour les enseignants sur l'ECN et dans le développement d'une version adaptée aux enfants du manuel de l'ECN. Des contenus à destination des parents ont également été produits pour élargir la portée des ressources.

Développement d'un jeu vidéo en ligne

Le développement d'un jeu vidéo en ligne interactif est en cours. Les scénarios et éléments de jeu sont actuellement conçus et validés par les bénéficiaires et l'équipe projet. Ce jeu a pour objectif de renforcer l'engagement des élèves en matière de citoyenneté numérique, à travers une plateforme innovante, accessible et conforme aux objectifs pédagogiques du projet.

BUDGET TOTAL

5.403.333 €

CONFÉRENCE DE LANCEMENT DU PROJET

800+  PARTICIPANTS

CONCOURS DE PODCASTS

18 SOUMISSIONS DE PODCASTS 3 PODCASTS GAGNANTS

RESSOURCES EN LIGNE

Knowledge Hub

Le *Knowledge Hub* du Service de l'éducation est une nouvelle initiative conçue comme une plateforme dynamique de partage de ressources, d'expertise et de pratiques éclairantes entre les États membres.

En 2024, le Knowledge Hub a franchi des étapes majeures, notamment la finalisation de la bibliothèque numérique et sa présentation réussie au CDEDU et à l'EPAN, où son potentiel de renforcement de l'apprentissage numérique a été mis en valeur.

Conçu comme un répertoire centralisé de plus de 4 000 ressources de haute qualité, le Hub vise à soutenir les enseignants, les décideurs et les parties prenantes, en leur fournissant des outils essentiels et des travaux de recherche pour accompagner les réformes éducatives, conformément aux normes et recommandations du Conseil de l'Europe.

Composée d'une large sélection de publications, d'outils politiques, de supports de formation, de cours en ligne et de ressources multimédias développés dans le cadre des thématiques clés du Service de l'éducation, cette base de données intégrée garantit un accès fluide à l'information et permet aux utilisateurs de naviguer facilement et intuitivement dans les contenus proposés.

Ces réalisations posent des bases solides pour les prochaines phases de mise en œuvre de la plateforme, qui seront rendues accessibles aux États membres en 2025.

RESSOURCES DISPONIBLES

4000⁺

PUBLICATIONS À EXPLORER

600⁺

ÉVÉNEMENTS POUR S'ENGAGER

50⁺

Hub Histolab

Le *HISTOLAB Digital Hub* est un réseau en expansion de professionnels de l'enseignement de l'histoire, qui facilite la coopération et la collaboration entre ses membres et abonnés. Cette coopération repose sur des fonctionnalités interactives, en particulier la base de données *HISTCONNECT*, qui recense les experts et institutions engagés dans la recherche en éducation historique.

Les membres du Hub HISTOLAB alimentent ensuite le calendrier et le tableau d'affichage avec du contenu tel que des événements, des opportunités de recherche et de nouveaux projets éducatifs axés sur l'innovation en histoire.

Ces informations sont ensuite rassemblées dans une lettre d'information mensuelle, envoyée à un nombre croissant d'abonnés, composés en majorité d'enseignants.

Le Hub de ressources poursuit l'objectif global de HISTOLAB, à savoir rassembler les expertises pertinentes dans le domaine de l'enseignement de l'histoire. Ainsi, plutôt que de proposer sa propre base de données de contenus originaux, il met principalement en avant les productions d'autres projets externes et pertinents.

Les 200+ ressources actuellement disponibles sont classées en quatre catégories. Toutes les ressources, les demandes d'adhésion et les propositions de contenus sont vérifiées par l'équipe du projet OHTE au sein du Conseil de l'Europe.

Cela permet de garantir que le Hub numérique diffuse uniquement des informations pertinentes liées à l'enseignement de l'histoire et évite les doublons avec d'autres institutions du domaine. Le Hub constitue également une plateforme de valorisation des résultats et publications du projet commun HISTOLAB, et représente ainsi l'héritage durable des deux années de mise en œuvre du projet.

LES 200+ RESSOURCES PAR CATÉGORIES

1 RESSOURCES PROVENANT D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

2 RESSOURCES ET LIGNES DIRECTRICES GOUVERNEMENTALES

Programmes d'études, etc.

3 SOURCES HISTORIQUES CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

4 MATÉRIEL D'APPRENTISSAGE



ÉVÉNEMENTS MAJEURS EN 2024



3 - 5 Avr. ↘ Strasbourg

Journées de l'Innovation Histolab

À la suite du succès de la première édition organisée à Bruxelles en 2023, la deuxième édition des Journées européennes de l'innovation dans l'enseignement de l'histoire s'est tenue du 3 au 5 avril 2024 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Les projets et intervenants de la conférence ont été principalement sélectionnés à partir d'un appel à candidatures ouvert, qui a reçu 108 propositions pour le programme principal et 440 candidatures pour le Prix HISTOLAB récompensant des projets scolaires innovants dans l'enseignement de l'histoire. En 2024, ce prix a été décerné à neuf écoles issues des États membres

de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe. Sur la base des retours reçus après la première édition, le format de la conférence a été amélioré, avec l'ajout de tables rondes et d'un plus grand nombre de sessions d'ateliers. Les participants réunissaient une grande diversité d'expériences professionnelles liées au domaine de l'enseignement de l'histoire : des enseignants, des historiens universitaires, des chercheurs spécialisés, des décideurs politiques, des professionnels de l'éducation non formelle (musées, institutions culturelles) et, bien entendu, des élèves.

QUESTIONS THÉMATIQUES

Le programme de cet événement a été conçu autour des priorités identifiées lors de la première édition, ainsi que des questions thématiques suivantes :

Comment l'enseignement de l'histoire peut-il donner plus de place aux récits sous-représentés ou marginalisés ?

Comment l'histoire locale peut-elle être reliée aux événements historiques à l'échelle européenne ou mondiale ?

Comment les nouvelles technologies et la numérisation peuvent-elles être utilisées dans l'enseignement de l'histoire ?

Comment les musées et les lieux de mémoire peuvent-ils enrichir l'apprentissage de l'histoire ?

22 Avr. ↘ Graz

Première réunion officielle du Groupe consultatif sur la politique linguistique



Composé de deux représentants nationaux du CDEDU (Ukraine et Italie), de deux membres du Conseil de direction du CELV (Autriche et Estonie), de deux experts indépendants et de membres du Secrétariat, le Groupe consultatif sur la politique linguistique (LPAG) a tenu sa première réunion formelle à Graz, le 22 avril.

L'objectif principal de la réunion était de discuter des propositions relatives aux deux livrables phares du Programme de politique linguistique 2024-2025, à savoir : la mise à jour des anciens Profils de politique linguistique éducative, rebaptisés Profil et plan d'action pour l'éducation aux langues (LEPAP), et la Boîte à outils politique.

Les représentants du CDEDU et du Conseil de direction du CELV ont approuvé ces deux propositions, tout en suggérant que la première étape consiste à développer un outil d'autoévaluation.

Cet outil pourrait stimuler l'intérêt pour un futur LEPAP, en permettant aux États membres de mesurer leurs progrès vers la vision de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie, telle que définie dans la Recommandation (2022)¹.

Il permettrait également d'identifier les domaines nécessitant un soutien renforcé. Dans le même temps, cet outil offrirait une vue d'ensemble de la situation de l'enseignement des langues en Europe, grâce à des données comparables clés. Il agirait aussi comme une vitrine de bonnes pratiques susceptibles d'inspirer d'autres pays et de faciliter l'apprentissage mutuel entre États membres. À la suite de cette réunion, les livrables attendus dans le cadre de la politique linguistique ont été ajustés en conséquence.

15 + 17 Mai. ↘ Bologne

3^e Forum sur l'enseignement de l'histoire : « Renforcer la conscience historique par l'enseignement supérieur : menaces et défis »

Le Forum a été organisé en coopération avec l'Université de Bologne, l'Association internationale des universités (IAU), l'Observatoire de la Magna Carta, le Conseil européen des doctorants et jeunes chercheurs (Eurodoc) et l'Union européenne des étudiants (ESU). Environ 70 participants issus de 30 pays ont débattu du rôle spécifique de l'enseignement supérieur dans l'enseignement de l'histoire.

DÉCLARATIONS CLÉS

L'histoire devrait occuper une place plus centrale dans les programmes à tous les niveaux d'enseignement, y compris dans l'apprentissage tout au long de la vie.

01 Il est important de développer une approche plus explicite de l'éthique de l'enseignement de l'histoire, incluant un engagement en faveur d'une approche plus inclusive fondée sur la coproduction.

02 Le concept de multiperspectivité dans l'enseignement de l'histoire doit être davantage développé dans le cadre d'un agenda plus large en faveur de la cohésion sociale. Toutes les communautés devraient avoir le droit de voir leur récit historique reconnu par l'ensemble de la société et reflété dans les programmes d'histoire.

03 Les enseignants et les élèves devraient être encouragés et soutenus dans le développement de leurs compétences en communication autour de l'histoire et de sa compréhension. Dans ce cadre, les approches visant à lutter contre la désinformation et la déformation des faits historiques doivent être renforcées.

04 Les pouvoirs publics jouent un rôle important concernant la place de l'histoire et de la mémoire dans la société. Ils doivent renforcer leur soutien à la liberté académique, notamment en matière d'accès aux archives, et prendre en compte le lien entre compréhension historique et processus de commémoration.

18 Juin. ↘ Strasbourg

Session thématique sur l'éducation au développement durable



Le 18 juin 2024, le Service de l'éducation a organisé à Strasbourg une session thématique dynamique sur l'éducation au développement durable (EDD). L'événement a rassemblé les décideurs politiques en matière d'éducation, enseignants, ONG, chercheurs, universitaires, experts invités et élèves, autour d'échanges riches et stimulants.

La session s'est déroulée autour d'une série de présentations et de tables rondes explorant différents aspects de l'EDD. Elle a débuté par un aperçu du cadre environnemental du Conseil de l'Europe et des récents arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme relatifs aux droits environnementaux.

La première table ronde portait sur l'éducation à l'environnement à travers l'enseignement de l'histoire, mettant en évidence comment la compréhension du passé peut contribuer à forger

des pratiques durables pour l'avenir. Elle a intégré une diversité de points de vue sur l'intégration de l'histoire et de l'environnement dans l'enseignement, la recherche, la coopération intergouvernementale et la muséographie numérique.

Une présentation intermédiaire a ensuite apporté des données sur les connaissances et l'engagement des jeunes concernant les enjeux mondiaux et environnementaux, à partir d'études récentes menées par l'Association internationale pour l'évaluation des acquis en éducation.

Enfin, une dernière table ronde a mis en lumière des pratiques innovantes en EDD. Des enseignants et des élèves ont partagé leur expérience sur la mise en œuvre, les défis et les effets d'une initiative multi-régionale espagnole, « Prenons soin de la planète », ainsi que d'un projet local du Lycée franco-allemand de Fribourg-en-Brisgau, « L'école comme État ».

15 + 17 Oct. ↘ Graz

33^e réunion annuelle du Comité de direction

Atelier biannuel des autorités nationales de nomination et des points de contact.

La réunion du Comité de direction, qui a réuni des représentants de 33 des 36 États membres du CELV, a abordé un large éventail de sujets, notamment :

- le lancement et la promotion des nouvelles ressources issues du programme 2020–2023,
- la nouvelle offre de formations et de conseils à partir de 2025,
- les initiatives de coopération en cours et à venir avec la Commission européenne, y compris un appel à études de cas portant sur l'enseignement des langues régionales et minoritaires.

À l'occasion du 30^e anniversaire du CELV, Martin Polaschek, ministre autrichien de l'Éducation, des Sciences et de la Recherche, a adressé un message vidéo aux participants.

La réunion du Comité a été suivie d'un atelier à destination des autorités nationales de nomination et des points de contact nationaux du CELV.

Cet atelier a rassemblé 50 participants issus des États membres du CELV pour échanger des bonnes pratiques en matière de diffusion et d'utilisation des ressources du CELV dans les contextes nationaux, et discuter de nouvelles façons de renforcer la participation et l'engagement de la communauté d'experts linguistiques dans les activités du Centre.



17 + 18 Oct. ↘ Berlin

Préserver la démocratie grâce à une éducation à la citoyenneté de qualité

Le premier événement du processus de co-construction de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté s'est tenu à Berlin les 17 et 18 octobre, sous le titre : « Préserver la démocratie grâce à une éducation à la citoyenneté de qualité ». Il a réuni des participants de haut niveau, des universitaires de renom et des organisations de la société civile.

Simona Koß, membre du Bundestag allemand et présidente du Conseil d'administration de l'Agence fédérale pour l'éducation civique (BpB), et Matjaž Gruden, Directeur de la Démocratie au Conseil de l'Europe, ont prononcé des allocutions d'ouverture.

Mme Koß a souligné la gravité des défis sociétaux actuels, notamment la montée du populisme d'extrême droite, qui a progressé lors des récentes élections régionales en Allemagne. Elle a insisté sur le fait que l'éducation à la citoyenneté doit être un engagement permanent, et non une simple réponse en temps de crise, afin de rendre nos sociétés résistantes culturellement.

M. Gruden a quant à lui rappelé que l'éducation devait doter les jeunes des compétences nécessaires pour penser de manière critique et exiger des réponses politiques démocratiques face à la déception.

La députée espagnole Luz Martinez Seijo, présidente de la sous-commission sur la culture, l'éducation et les valeurs démocratiques de

l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a souligné la nécessité d'impliquer la société civile afin de construire des coalitions politiques en faveur de l'éducation à la citoyenneté.

Outre le lancement de la phase préparatoire de l'Espace européen, la conférence a permis de :

- présenter la traduction allemande du Cadre de référence des compétences pour la démocratie (CRCCD),
- mettre en lumière des initiatives menées en Allemagne pour le mettre en pratique,
- accroître la visibilité des normes et ressources du Conseil de l'Europe dans ce domaine.

Cet événement constitue une étape clé dans l'avancement de l'éducation à la citoyenneté en Europe, afin de concrétiser l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté.

Un rapport complet est disponible, incluant également des exemples de bonnes pratiques.

24 + 25 Oct. ↘ Strasbourg

2^e Conférence de travail sur l'IA et l'éducation

Les 24 et 25 octobre, le Conseil de l'Europe a tenu à Strasbourg sa 2^e Conférence de travail sur l'IA dans l'éducation, intitulée « [Réglementer l'utilisation des systèmes d'IA dans l'éducation](#) ». L'événement a réuni 130 participants issus des gouvernements, du monde universitaire et de la société civile pour faire avancer les travaux du Service de l'éducation. Les échanges ont mis en évidence la nécessité d'une approche équilibrée de l'IA, complémentaire à l'enseignement traditionnel, qui traite les distorsions, favorise l'équité et renforce

les compétences numériques des enseignants. Les participants ont soutenu la création d'une boîte à outils politique et d'un cadre de référence pour accompagner la communauté éducative. Les recommandations ont appelé à un cadre réglementaire spécifique à l'IA dans l'éducation, garantissant la protection des droits de l'enfant et une mise en œuvre fondée sur les valeurs du Conseil de l'Europe. Un article publié à la suite de la conférence plaide pour une régulation pilotée par le Conseil, comblant les lacunes actuelles.

24 + 25 Oct. ↘ Strasbourg

2^e conférence sur le CRCCD et l'Enseignement et la Formation Professionnels (EFP)

La deuxième conférence sur le CRCCD et l'enseignement et la formation professionnels (EFP) s'est tenue les 24 et 25 octobre à Strasbourg. L'objectif de l'événement était de discuter du contenu de la nouvelle Anthologie « Apprendre la démocratie dans l'EFP ». La conférence a débuté par une intervention sur l'impact de l'intelligence artificielle sur le secteur de l'EFP, puis s'est articulée autour de huit chapitres abordant notamment les programmes, l'évaluation, la formation des enseignants, la formation en entreprise, le rôle des partenaires sociaux, l'inclusion, la mise en œuvre des compétences pour la culture de la démocratie, et la participation des apprenants. 36 participants, dont les membres du groupe d'experts sur le CRCCD et l'EFP, ont formulé des commentaires et suggestions pour améliorer l'Anthologie.

1^{er} Nov. ↘ Fortaleza Brazil

Réunion mondiale sur l'éducation (GEM)

Le Conseil de l'Europe, représenté par le Directeur de la Démocratie Matjaž Gruden, a participé à la Réunion mondiale sur l'éducation (GEM) 2024 à Fortaleza, réaffirmant lors d'un panel ministériel l'engagement de l'Organisation en faveur d'une éducation transformatrice, moteur essentiel de l'objectif de développement durable 4 (ODD 4) relatif à une éducation de qualité.

Matjaž Gruden a souligné la priorité accordée par le Conseil de l'Europe à la culture de la démocratie à travers l'éducation, en insistant sur la nécessité d'un soutien politique, de ressources adéquates et d'un appui fort aux enseignants. Il a présenté la stratégie « Priorité aux apprenants – Horizon 2030 » ainsi que le lancement du nouvel Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, conçu pour promouvoir une culture de la démocratie, valoriser la diversité et défendre les valeurs fondamentales à l'ère de la transformation numérique.

Dans cette perspective, il a annoncé que l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 – une initiative visant à préparer les élèves à l'ère numérique par le développement des compétences numériques et d'une citoyenneté numérique responsable – accordera une attention particulière au bien-être numérique des élèves.

Le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe et le CDEDU ont joué un rôle clé dans la rédaction de

la Déclaration de Fortaleza, adoptée à l'issue de la réunion. Celle-ci réaffirme l'engagement mondial en faveur d'une éducation inclusive, équitable et de qualité, consolidant les principes de l'ODD 4. Les priorités de la déclaration ont bénéficié d'une large contribution européenne, notamment grâce aux consultations menées par le Service de l'éducation du Conseil, la France, la Lettonie, le Portugal et la Roumanie. Une consultation régionale en ligne, tenue les 5 et 6 septembre, a mis en lumière l'engagement de l'Europe pour l'apprentissage tout au long de la vie, la gouvernance démocratique et des politiques éducatives fondées sur la recherche.

En alignant sa Stratégie pour l'éducation 2024-2027 sur l'agenda mondial, le Conseil de l'Europe renforce considérablement sa contribution à la réalisation de l'ODD 4. La prochaine session plénière du CDEDU, en mars 2025, approfondira l'intégration des principes de la Déclaration de Fortaleza dans les travaux du Conseil et les stratégies éducatives régionales.

13 + 14 Nov. ↘ Strasbourg

Liberté académique en action : un pas de plus pour protéger la démocratie

3 SESSIONS MAJEURES

Présentation du **rapport sur les menaces pesant sur la liberté académique**.

Table ronde sur « **La liberté académique et les valeurs fondamentales de l'enseignement supérieur** », organisée avec la Cour européenne des droits de l'homme, explorant le sujet sous l'angle des droits humains.

Discussion sur « **La liberté académique en période de tensions politiques** ».

Cette conférence a réuni des experts, des enseignants et des décideurs politiques pour souligner la mission démocratique de l'enseignement supérieur et l'importance cruciale de la protection de la liberté académique. L'événement marquait le lancement du projet du Conseil de l'Europe « Liberté académique en action », qui vise à défendre et promouvoir cette liberté comme valeur essentielle dans l'enseignement supérieur.

Pendant deux jours, les participants ont abordé les défis urgents auxquels est confrontée la liberté académique, mise sous pression ces dernières années. Les échanges ont souligné qu'une culture de la démocratie forte est indispensable à sa protection, et ont exploré le rôle central de l'enseignement supérieur dans le développement de la pensée critique, de la citoyenneté active et du sens des responsabilités sociales.

La conférence s'est articulée autour de cinq panels thématiques. En réunissant des autorités publiques, dirigeants d'universités, organisations internationales, défenseurs des droits humains, représentants du monde académique et étudiants, le projet « Liberté académique en action » a jeté les bases d'un effort collectif renouvelé pour préserver la liberté académique et faire de l'enseignement supérieur un pilier de la démocratie.

La conférence a également reflété l'engagement de longue date du Conseil de l'Europe en faveur de la mission démocratique de l'enseignement supérieur, tel qu'exprimé dans sa Stratégie pour l'éducation 2024-2030 : priorité aux apprenants, qui réaffirme le rôle des universités dans la construction de sociétés démocratiques et la défense des valeurs fondamentales de l'éducation et des droits humains.

4 Déc. ↘ Ankara

Projet pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye

Le 4 décembre, à Ankara, s'est tenue la conférence de lancement du Projet pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye, organisée par le Conseil de l'éducation du ministère turc de l'Éducation nationale. Cofinancé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, ce projet de cinq ans est mis en œuvre par le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe en coopération avec le ministère de l'Éducation nationale.

Plus de 800 personnes ont assisté à l'événement, dont des représentants d'institutions publiques, des enseignants de langues étrangères, des universitaires, des organisations de la société civile et des maisons d'édition spécialisées dans le secteur éducatif.

L'événement a été marqué par un soutien politique fort, exprimé dans les discours d'ouverture de M. Yusuf Tekin, ministre de l'Éducation nationale ; M. Mehmet Kemal Bozay, vice-ministre des Affaires étrangères et directeur pour les affaires européennes ; M. Thomas Hans Ossowski, ambassadeur de la Délégation de l'UE en Türkiye ; M. Lutfihak Alpkın, vice-ministre du Travail et de la Sécurité sociale ; et M. Matjaž Gruden, directeur de la Démocratie au Conseil de l'Europe.

Après la présentation du projet, la conférence s'est poursuivie par un panel intitulé « À travers le prisme du CECR et de son Volume complémentaire (2020) ».

Les panélistes – Mme Danielle Hunter, Merve Selçuk (doctorante) et Seçil Alaca (doctorante) – ont échangé de manière dynamique sous la modération de Nazlınur Göktürk (doctorante), en abordant le développement des évaluations linguistiques pour les élèves du primaire et du secondaire, les supports d'apprentissage numériques, l'approche actionnelle, ainsi que le soutien aux enseignants dans l'utilisation efficace du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et de son Volume complémentaire.

4 Déc. ↘ Graz

Groupe de réflexion : Renforcer la motivation dans l'apprentissage des langues

Le groupe de réflexion « Renforcer la motivation dans l'apprentissage des langues : quel rôle pour les décideurs et les enseignants ? », organisé conjointement par le CELV et la Commission européenne, s'est tenu au Centre européen pour les langues vivantes à Graz le 4 décembre, dans le cadre de la coopération entre le CELV et la Commission européenne.

L'événement s'inscrivait dans le contexte des résultats de deux publications récentes : l'[Eurobaromètre 2024](#) – « Les Européens et les langues » et le rapport Eurydice 2023 – « [Données clés sur l'enseignement des langues à l'école en Europe](#) ». Il a réuni 50

participants venus de 31 pays (ainsi qu'un public en ligne), représentant des écoles, des institutions de formation des enseignants, des ministères de l'éducation et des associations linguistiques.

Portant à la fois sur les défis et les solutions possibles pour promouvoir l'apprentissage des langues autres que – ou en complément de – l'anglais, l'événement a mis en lumière des initiatives inspirantes en matière de politiques éducatives, de formation des enseignants et de recherche. À l'issue de cette rencontre fructueuse, un groupe de travail a été constitué pour élaborer un « Manifeste pour la motivation ».

5 + 6 Déc. ↘ Strasbourg

4^e Conférence annuelle de l'OHTE « L'Histoire en crise(s) ? »

La 4^e conférence de l'OHTE s'est penchée sur deux questions clés : « Comment l'étude des crises historiques peut-elle nous aider à faire face aux crises actuelles ? » et « L'enseignement de l'histoire est-il lui-même en crise ? ».

Des ministres et vice-ministres de l'Éducation (Luxembourg, Monténégro, Slovaquie, Arménie, Ukraine) ont pris la parole devant 800 participants, en présentiel et en ligne.

Les discussions — dont deux entretiens OHTE et quatre sessions plénières — ont porté sur les usages politiques de l'histoire, les défis liés à la transmission d'une histoire factuelle et le rôle de l'éducation dans la défense de la démocratie.

La conférence a aussi permis de présenter les premières conclusions du rapport thématique de l'OHTE sur les [crises économiques dans l'enseignement de l'histoire](#), à paraître en 2025.

Séries 2024

EduTalks@Council of Europe

Le Service de l'éducation organise les EduTalks afin de susciter le débat public et de sensibiliser aux enjeux liés à l'éducation. Les EduTalks@Council of Europe (EduTalk@CoE) sont une série de discussions et de débats modérés animés par des intervenants de renom, centrés sur des sujets émergents en lien direct ou indirect avec le domaine éducatif.

Depuis leur lancement en 2022, les EduTalks ont abordé des thématiques variées telles que :

- ↘ Enseigner et apprendre avec et à propos de l'intelligence artificielle,
- ↘ L'importance des pratiques fondées sur les données probantes en matière d'IA et d'éducation,

- ↘ La protection des données et le droit à la vie privée dans l'éducation face à l'IA,
- ↘ La mobilité étudiante et académique grâce à une meilleure mise en œuvre de la Convention de reconnaissance de Lisbonne,
- ↘ L'intelligence artificielle et l'intégrité académique,
- ↘ Les jeux vidéo et les Objectifs de développement durable.

Le 17 juin 2024, le Conseil de l'Europe a organisé un [EduTalk](#) sur l'importance de la recherche et de l'intégrité académique, qui a réuni plus de 60 participants en ligne. Cette session visait à apporter des éclairages et à explorer des stratégies favorisant une conduite éthique dans la recherche scientifique.

QUESTIONS THÉMATIQUES

Les intervenants invités ont partagé leurs expériences et approches en matière d'intégrité académique et de recherche, en abordant trois perspectives différentes mais complémentaires, à travers les questions suivantes :

Quel rôle joue l'éducation dans la promotion de l'intégrité scientifique, et comment l'intégrer efficacement dans les programmes scolaires et universitaires ?

Quels sont les défis et les stratégies pour encourager l'intégrité scientifique au sein des établissements académiques ?

Comment les chercheurs, les institutions et les décideurs peuvent-ils collaborer pour promouvoir l'intégrité scientifique et lutter efficacement contre les manquements ?

Moments forts

Aperçu chronologique des grands événements organisés par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Service de l'éducation.

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
7-8 Fév.	Atelier : « La citoyenneté numérique comme politique publique en Europe et en Amérique latine »	LISBONNE, PORTUGAL	Un atelier explorant le développement et la mise en œuvre de politiques d'éducation à la citoyenneté numérique entre l'Europe et l'Amérique latine, favorisant la coopération internationale.
21 Fév.	2^e réunion du groupe de travail sur le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) et l'éducation au développement durable.	EN LIGNE	Réunion en ligne réunissant des experts pour discuter de l'intégration des compétences démocratiques dans l'éducation au développement durable, visant à créer des cadres éducatifs cohérents.
22 Fév.	Réunion du Comité de direction de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE)	PARIS, FRANCE	Le Comité de direction de l'OHE s'est réuni pour faire le point sur les projets en cours et planifier les initiatives futures en matière d'enseignement de l'histoire.
13-14 Mar.	Réunion du Bureau du Comité de direction du CELV	GRAZ, AUTRICHE	Réunion du Bureau du CELV pour discuter des orientations stratégiques et des projets actuels en éducation linguistique.
19 Mar.	Webinaire : « Boîte à outils pour le soutien linguistique aux migrants (LSM) »	STRASBOURG, FRANCE (HYBRIDE)	Webinaire présentant la boîte à outils LSM destinée à aider les enseignants à soutenir les migrants adultes dans leur apprentissage linguistique.
20-22 Mar.	5^e session plénière du Comité directeur de l'éducation (CDEDU)	STRASBOURG, FRANCE	Session marquante durant laquelle le CDEDU a lancé le programme « Éducation pour la démocratie » pour 2024-2027 visant à renforcer les valeurs démocratiques par l'éducation dans les États membres.
3-5 Avr.	Journées de l'innovation dans l'enseignement de l'histoire (HISTOLAB)	STRASBOURG, FRANCE	Ateliers et discussions autour d'approches innovantes de l'enseignement de l'histoire, et du rôle de l'enseignement de l'histoire dans la promotion d'une culture démocratique.
8-9 Avr.	Conférence sur le CRCCD et l'enseignement et la formation professionnels (EFP)	STRASBOURG, FRANCE	Conférence dédiée à l'intégration du CRCCD dans l'enseignement professionnel, promouvant les compétences démocratiques dans les programmes d'EFP.

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
22 avr.	Première réunion formelle du Groupe consultatif sur la politique linguistique	GRAZ, AUTRICHE	Réunion inaugurale du groupe chargé d'orienter les politiques linguistiques en Europe, afin de renforcer la diversité linguistique et les politiques d'éducation aux langues.
3 mai	Séminaire : « L'éducation aux langues au cœur de la démocratie »	GRAZ, AUTRICHE	Séminaire célébrant les 75 ans du Conseil de l'Europe et les 30 ans du CELV, sur le rôle central de l'enseignement des langues dans les sociétés démocratiques.
14 mai	Réunion du Bureau de l'OHE	EN LIGNE	Réunion du Bureau de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe pour planifier les prochaines activités et suivre les projets en cours.
14-16 mai	12^e session du Réseau des conseillers en politiques éducatives (EPAN)	EN LIGNE	Réunion des membres de l'EPAN pour échanger sur les politiques éducatives, les bonnes pratiques et la promotion de l'éducation de qualité fondée sur les valeurs démocratiques.
15-17 mai	Conférence : « La revitalisation de l'importance de la conscience historique à travers l'enseignement supérieur : menaces et opportunités »	UNIVERSITÉ DE BOLOGNE, ITALIE	Conférence universitaire sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la préservation de la mémoire historique et du patrimoine culturel, en répondant aux menaces contemporaines et en explorant de nouvelles opportunités.
12-13 juin	Réunion du Bureau du CDEDU	BRUXELLES, BELGIQUE	Réunion du Bureau du Comité directeur pour l'éducation pour faire le point sur les projets en cours et planifier les prochaines priorités stratégiques.
17 juin	Reconnaissance des qualifications : un levier d'intégration des réfugiés	LYON, FRANCE	Conférence sur la reconnaissance des qualifications des réfugiés comme outil d'intégration, avec des échanges sur les pratiques et recommandations politiques.
18-19 juin	Conférence et réunion du Groupe de travail sur le CRCCD et l'EDD	STRASBOURG, FRANCE	Événement visant à intégrer le Cadre de référence pour les compétences en culture de la démocratie (CRCCD) dans les programmes d'éducation au développement durable.
23-25 juin	31^e réunion annuelle conjointe des réseaux ENIC et NARIC	NAPLES, ITALIE	Réunion annuelle des réseaux ENIC et NARIC pour discuter de la reconnaissance académique et de la mobilité au sein de l'espace européen.
24-28 juin	Académie d'été pour les formateurs d'enseignants en langues	GRAZ, AUTRICHE	Programme de développement professionnel pour renforcer les compétences pédagogiques et interculturelles des formateurs d'enseignants en langues.

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
6 Sept.	Réunions EB/NAB et ELCORE	EN LIGNE	Réunions des représentants EB/NAB et ELCORE pour discuter des politiques et pratiques en matière d'enseignement des langues.
18-19 Sept.	Réunion du sous-groupe du CDEDU sur l'enseignement supérieur	PARIS, FRANCE	Réunion du sous-groupe du Comité directeur de l'éducation (CDEDU) consacrée à l'enseignement supérieur, axée sur le développement et la mise en œuvre des politiques.
26 Sept.	24e célébration de la Journée européenne des langues	GRAZ, AUTRICHE	Événement annuel promouvant la diversité linguistique et l'apprentissage des langues en Europe, avec des activités et discussions encourageant le plurilinguisme.
27 Sept.	6 ^e réunion du Conseil consultatif scientifique de l'OHE	PARIS, FRANCE	Le Conseil consultatif scientifique de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE) s'est réuni pour conseiller sur les projets et recherches en cours.
9 Oct.	Réunion du Bureau du CDEDU	STRASBOURG, FRANCE	Le Bureau du Comité directeur de l'éducation (CDEDU) s'est réuni pour planifier et coordonner les activités et politiques éducatives à venir.
10-11 Oct.	6e session plénière du CDEDU	STRASBOURG, FRANCE	Le Comité directeur de l'éducation s'est réuni au complet pour discuter et adopter des décisions concernant diverses initiatives et stratégies éducatives.
11 Oct.	Réunion du Bureau du CELV	EN LIGNE	Le Bureau du Centre européen pour les langues vivantes (CELV) s'est réuni pour discuter des projets linguistiques et des questions administratives.
15-16 Oct.	Réunion du Comité de direction du CELV	GRAZ, AUTRICHE	Le Conseil de direction du CELV s'est réuni pour superviser les activités et l'orientation stratégique du Centre dans la promotion de l'enseignement des langues.
16-17 Oct.	Atelier pour les autorités nationales de nomination et les points de contact du CELV	GRAZ, AUTRICHE	Atelier visant à renforcer la collaboration entre les représentants nationaux impliqués dans les initiatives d'enseignement des langues du CELV.
17-18 Oct.	Conférence sur l'Espace européen de l'éducation à la citoyenneté	BERLIN, ALLEMAGNE	Conférence marquant le lancement de la phase préparatoire de l'Espace européen de l'éducation à la citoyenneté, axée sur les valeurs et principes démocratiques partagés à travers l'éducation à la citoyenneté.
17-18 Oct.	Réunion du Comité de direction de l'OHE	ATHÈNES, GRÈCE	Le Conseil de direction de l'OHE s'est réuni pour discuter de la gouvernance et de la planification stratégique des projets sur l'enseignement de l'histoire.

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
24-25 Oct.	Conférence sur le CRCCD et la formation professionnelle	STRASBOURG, FRANCE	Conférence explorant l'intégration du Cadre de référence des compétences pour la culture de la démocratie (CRCCD) dans les programmes de formation professionnelle.
1 ^{er} Nov.	Le Conseil de l'Europe à GEM Fortaleza 2024	FORTALEZA, BRÉSIL	Lors de la Réunion mondiale sur l'éducation, les représentants du Conseil de l'Europe ont souligné le rôle du programme éducatif du CdE dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD 4).
6-8 Nov.	Kiosque du Service de l'Éducation au Forum mondial pour la démocratie	STRASBOURG, FRANCE	Le Service a présenté un espace dédié mettant en avant ses initiatives en faveur de la démocratie et de la diversité, sous le thème « Démocratie et diversité – pouvons-nous dépasser les clivages ? »
13-14 Nov.	Conférence « Liberté académique en action »	STRASBOURG, FRANCE	La conférence a mis en lumière la mission démocratique de l'enseignement supérieur et a lancé de nouvelles initiatives pour garantir la liberté académique.
18 Nov.	Reconnaissance des qualifications pour l'intégration des réfugiés	ATHÈNES, GRÈCE	Événement coorganisé avec le DOATAP sur le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés, outil pour favoriser leur intégration éducative et professionnelle.
19-20 Nov.	Réunion EPAN : Développement de l'Espace européen de l'éducation à la citoyenneté	EN LIGNE	Le réseau EPAN a fait avancer le développement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté en discutant des stratégies pour renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique.
20 Nov.	Accès à l'éducation pour les enfants d'Ukraine	STRASBOURG, FRANCE	À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le Conseil de l'Europe a publié une étude sur l'accès à l'éducation des enfants ukrainiens réfugiés.
26 Nov.	8 ^e Réunion plénière d'ETINED : Renforcer l'intégrité et la transparence dans l'éducation	ROME, ITALIE (HYBRIDE)	Discussions sur l'éthique, la transparence et la lutte contre la fraude dans l'éducation, à travers des politiques publiques et une collaboration internationale renforcées.
4 Déc.	Groupe de réflexion : Favoriser la motivation dans l'apprentissage des langues	GRAZ, AUTRICHE	Ce Think Tank ECML-CE a réuni 50 participants de 31 pays sur la motivation en langues, et a débouché sur la création d'un « Manifeste pour la motivation ».
5-6 Déc.	4 ^e Conférence annuelle de l'OHE « L'Histoire en Crise(s) ? »	STRASBOURG, FRANCE	La 4e conférence annuelle de l'OHE a rassemblé 800 participants pour débattre du rôle de l'enseignement de l'histoire face aux crises actuelles, et présenter un aperçu du rapport thématique sur les crises économiques.

Le Service de l'éducation du CdE dans les événements européens et internationaux en 2024

Le Service de l'éducation a participé aux conférences de clôture des programmes de développement local financés par les subventions EEE/Norvège en Bulgarie, en Roumanie et en Slovaquie. Ces programmes ont soutenu de nombreux projets en faveur d'une éducation inclusive de qualité, dans le cadre desquels le Conseil de l'Europe a agi en tant qu'organisation partenaire internationale.

7 Mar.
↳ Paris

UNESCO • Session extraordinaire de la Conférence intergouvernementale des États parties à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur

10 Avr.
↳ Barcelone

EdTech Congress Barcelone 2024 : Invitation à une intervention en séance plénière

28-31 Mai
↳ Tirana

EHEA Ministeriel

6 + 7 Juin
↳ Espagne

Ministère de l'Éducation, de la Formation et du Sport • Sarah Breslin, Cheffe de la Politique linguistique et Directrice exécutive du CELV.

17 Juin
↳ Paris

UNESCO
Événement de diffusion à destination des conseillers pédagogiques seniors des régions autonomes sur l'éducation aux langues au Conseil de l'Europe, ouvert par D. Andrés Contreras, Directeur adjoint de l'Unité pour les initiatives éducatives à l'étranger (UAEE).

Accélérer les progrès vers l'ODD4 : Bilan des actions transformatrices dans le domaine de l'éducation. Réunion organisée par le Comité de pilotage de haut niveau pour l'ODD4.

1^{er} Nov.
↳ Fortaléza

Réunion mondiale sur l'éducation (GEM)

3 Déc.
↳ Bruxelles

Conférence « Comblant les écarts : repenser la reconnaissance pour garantir l'égalité des chances pour les réfugiés »

Données 2024

Éducation formelle et non-formelle

38 États membres ont pris des mesures pour appliquer le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie du Conseil de l'Europe dans leurs politiques et pratiques éducatives nationales.

11 États membres ont bénéficié de projets de coopération financés par des fonds externes, offrant un accompagnement sur mesure pour mettre en œuvre concrètement les politiques éducatives du Conseil de l'Europe et contribuer à la réalisation de la Stratégie de l'éducation 2030.

13 000+ Participants directs – décideurs en matière d'éducation, enseignants, experts, représentants de la société civile et apprenants – ont pris part aux activités de renforcement des capacités menées dans le cadre des projets de coopération financés par des fonds externes.

IA et éducation

28 États membres ont soumis leurs réponses à l'enquête « L'état de l'intelligence artificielle et de l'éducation en Europe », et les réponses de 25 d'entre eux ont été analysées.

130 Participants en présentiel ont pris part aux sessions interactives pendant les journées de conférence. Les 24 et 25 octobre, le Conseil de l'Europe a organisé sa **2^e Conférence de travail sur l'IA dans l'éducation**, intitulée « Réglementer l'utilisation des systèmes d'IA dans l'éducation », réunissant des experts nommés par les gouvernements, le monde académique et la société civile pour affiner les initiatives menées par le Service de l'éducation.

Plateforme ETINED



Sur les 48 États parties à la Convention culturelle représentés au sein du CDEDU, 40 pays sont également représentés dans le réseau ETINED.

60

Participants ont assisté à la 8^e réunion plénière du réseau ETINED, en présentiel et en ligne.

60

Participants en ligne ont été comptabilisés lors de l'EduTalk@CoE consacré à l'importance de la recherche et de l'intégrité académique.

Deux études ont été lancées auprès des États parties à la Convention culturelle européenne.

01 Une enquête sur la sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation a été menée afin d'évaluer les connaissances des étudiants de l'enseignement supérieur, de renforcer la sensibilisation et de soutenir les outils en faveur de l'éthique et de la transparence. Le questionnaire a suscité une participation importante : 5 333 étudiants issus de 40 pays ont partagé leurs points de vue.

02 Une enquête sur les données ouvertes dans les établissements scolaires a été menée afin d'explorer l'utilisation des données ouvertes dans l'enseignement primaire et secondaire, d'apporter des éléments d'analyse aux décideurs et de promouvoir la transparence. Au total, 25 réponses provenant de 18 pays ont été recueillies.



Consultez notre
Catalogue des
publications 2024

Accédez à tous les PDF en
scannant le QR code ou en
recherchant par ISBN.



Ce rapport offre un aperçu des activités et des réalisations du Service de l'éducation du Conseil de l'Europe en 2024.

Au cours de l'année, le Service de l'éducation a réaffirmé son engagement à faire de l'éducation un levier pour le renforcement de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit. Le programme d'activités a été guidé par la Stratégie éducative 2024-2030 « Priorité aux apprenants », qui met l'accent sur les valeurs démocratiques, la responsabilité sociale et une transformation numérique fondée sur les droits humains. Autour de ces trois piliers, les priorités ont porté sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté démocratique, l'impact des technologies numériques et de l'intelligence artificielle, ainsi que le renforcement de l'intégrité et de la confiance dans les systèmes éducatifs.

L'année 2024 a également marqué le lancement de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, une étape majeure pour garantir la qualité et la coopération dans ce domaine, et souligné l'importance du Cadre de référence des compétences pour la culture de la démocratie (CRCCD). Ce rapport illustre la mobilisation continue des groupes de travail, réseaux et États membres en faveur d'une éducation de qualité pour toutes et tous.

 @CoE_Education
www.coe.int/education



www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 États membres, dont tous les membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en oeuvre de la Convention dans les États membres.